

SOMMAIRE

Introduction	p.1
La campagne AlimenTERRE	p.1
Le partenariat GRDR/CEDAPAS.....	p.2
I- La faim dans le monde	p.4
1- Prise de conscience	p.4
2- Mise en situation	p.5
II- Des solutions envisagées	p.7
1- Une organisation mondiale des échanges ?.....	p.7
2- Des politiques agricoles ?.....	p.8
3- Sécurité alimentaire versus Souveraineté alimentaire	p.10
III- Structures agricoles et systèmes de production.....	p.13
Au Nord.....	p.13
1- Une ferme typique du Nord-Pas-de-Calais.....	p.13
2- Les tendances nationales.....	p.14
3- Des conséquences sur le terrain.....	p.14
Au Sud.....	p.14
1- La filière lait au Mali.....	p.14
2- Les handicaps de la production	p.15
3- Une tendance partagée avec le Nord : la diminution de l'agriculture familiale.....	p.16
IV- Choix des modes de production et liens avec le Sud.....	p.17
1- L'utilisation d'intrants chimiques.....	p.18
2- Les produits consommés sur la ferme qui viennent d'ailleurs	p.19
3- L'exportation de sous-produits vers les pays du Sud	p.20
V- L'hétérogénéité des politiques agricoles dans le monde.....	p.22
1- La situation en France.....	p.22
2- De remarquables inégalités d'appui à l'agriculture dans le monde	p.24
3- Ce qu'endure le Sud.....	p.25
VI- Les alternatives à envisager.....	p.28
1- Dans le monde agricole	p.28
2- En tant que citoyen du monde.....	p.30
Conclusion	p.32
Table des annexes.....	p.34

INTRODUCTION

* AlimenTERRE

Malgré les objectifs affichés par les Etats et les institutions internationales, le problème de la faim dans le monde reste un problème crucial, touchant chaque année plus de personnes dans le monde. Le chiffre des personnes touchées par la faim atteignait en 2009 un peu plus d'un milliard, soit une personne sur six. C'est face à ce constat que de nombreuses associations et collectifs se mobilisent, pour sensibiliser tant l'opinion publique que les Etats.

Depuis dix ans, plus de 200 organisations à travers toute la France se mobilisent chaque année avec le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) autour de la campagne AlimenTERRE pour informer l'opinion publique sur les causes de la faim dans le monde et promouvoir le respect du droit à l'alimentation. La campagne est coordonnée par le CFSI, en partenariat avec PKE et PZS (Pologne). Elle associe le réseau européen EUROSTEP ainsi que Evert Vermeer Stichting (Pays-Bas), COSPE et Terra Nuova (Italie), Germanwatch (Allemagne), SOS Faim (Belgique et Luxembourg), PAH (Pologne).

Pour la période 2010-2012, l'objectif prioritaire fixé est de promouvoir des politiques et des comportements individuels cohérents avec le droit à l'alimentation des populations des pays en développement.

En effet, que ce soit au niveau individuel comme à l'échelle plus globale des politiques, force est de constater que nous avons parfois du mal à être cohérent entre nos différents actes, opinion, engagements même parfois. Au niveau des Etats, on peut ne citer que la contradiction entre poursuivre une politique de don alimentaire qui va parfois ruiner les économies locales, et participer à des financements de programmes pour l'appui au développement agricole au Sud. La campagne 2010 vise ainsi à mettre l'accent sur l'incohérence de « donner d'une main pour reprendre de l'autre ».

Dès le 15 octobre, de nombreuses animations sont organisées en Nord-Pas-de-Calais et en France, suivi d'un Festival de films AlimenTERRE avec des projections-débats organisées dans plus de 40 villes.

Plus d'infos sur www.cfsi.asso.fr (livrets pédagogiques en ligne, photos, témoignages et visuels de la campagne, informations et contacts en régions et dans les pays du Sud). Ci-dessous, l'image n°1 représente la couverture du manuel de la campagne 2010.

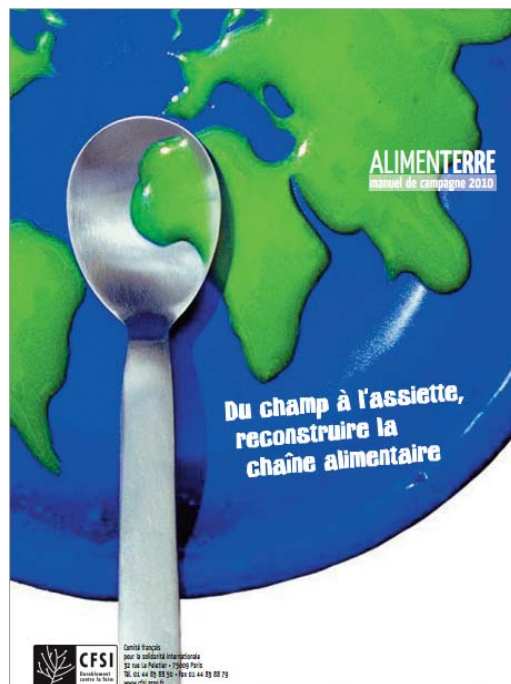


Image n°1 – Manuel de la campagne AlimenTERRE 2010
(Source : www.cfsi.asso.fr/upload/MANUEL2010_MD.pdf)

* Le GRDR et le CEDAPAS se mobilisent

Pour gagner en cohérence dans nos actions du quotidien, il semblait important pour le CEDAPAS et le GRDR de favoriser la compréhension de l'environnement local et global dans lequel nous nous inscrivons, quelles sont les conséquences de nos actes du quotidien, qui semblent pourtant déconnectés de cette grande machine politique internationale.

Le GRDR

Depuis 1969, le Groupe de Recherche et de réalisations pour le Développement Rural (cf. [logo n°1](#) ci-contre) accompagne les dynamiques de développement induites par la migration. Sa démarche s'inscrit dans une approche globale qui intègre les deux espaces : l'Afrique et la France. Le GRDR travaille ainsi, en valorisant ce double espace dans lequel évoluent les migrants, à la mise en cohérence du développement et de la citoyenneté là-bas et ici. Le GRDR est présent en France, dans les régions Haute-Normandie, Ile-de-France et Nord Pas de Calais, et en Afrique de l'Ouest, au Mali, Mauritanie, Sénégal et Guinée Bissau.



Logo n°1 – [Logo du GRDR](#)

Ouverte en 2002, l'antenne du GRDR en Nord-Pas-de-Calais accompagne les acteurs du milieu rural qui souhaitent porter des projets de solidarité internationale, ainsi que les acteurs qui portent des projets de développement rural dans les pays du sud. De nombreuses actions de sensibilisation et d'information sur les enjeux et les inégalités des relations Nord/Sud sont également réalisées en partenariat avec d'autres associations comme le CEDAPAS ou les Rencontres Audiovisuelles.

Ainsi, plusieurs lycées agricoles ont mis en place des microprojets de développement au Mali, dans des domaines diversifiés : pisciculture, transformation laitière, machinisme agricole, aménagement des eaux de surface ou encore lutte contre l'érosion des berges du fleuve Sénégal. De nombreuses missions Sud-Nord sont également organisées et accueillies, permettant des temps d'échanges avec les élus ici, les techniciens mais également les lycées, collèges et écoles primaires. Ces missions s'inscrivent en général dans la construction ou dans le renforcement de liens de territoire à territoire, pour promouvoir les liens de coopération décentralisée réciproques et enrichissants tant pour le Nord que pour le Sud.

Le CEDAPAS



Logo n°2 – [Logo du CEDAPAS](#)

Le Centre d'Etudes pour le Développement d'une Agriculture Plus Autonome et Solidaire (cf. [logo n°2](#) ci-contre) est une association de paysans, qui, depuis plus de 20 ans, mène une réflexion sur un développement agricole durable.

A partir d'un travail concret avec des fermes du Nord-Pas-de-Calais, nous faisons la promotion d'un développement agricole respectueux des Hommes et de la Terre, autour du projet d'**Agriculture Paysanne**. Celui-ci a pour ambition de repenser les fonctions et la place de l'agriculture dans la société, et promeut une agriculture respectueuse de l'environnement, plus autonome et économe, source d'emplois et d'activités en milieu rural.

Nos actions :

- Etudier les pratiques allant dans le sens du **développement durable**
- Travailler **avec les paysans** pour faire évoluer leur ferme
- Faire connaître l'**agriculture paysanne** auprès d'agriculteurs, des jeunes en formation agricole, et des citoyens.
- Apporter des expériences concrètes et des éléments de réflexion pour faire évoluer le **cadre politique**

Le partenariat CEDAPAS/GRDR

Depuis 2007, le CEDAPAS et le GRDR se mobilisent en proposant des visites de fermes ainsi que des outils de sensibilisation sur les questions de la faim dans le monde, ainsi que des temps de formation à destination des personnes amenées par la suite à sensibiliser d'autres publics. En se basant sur une visite de ferme, nous pouvons toucher en priorité des élèves de lycées agricoles, qui sont particulièrement concernés par ces enjeux mondiaux, de part leur profession future.

Depuis 2007, ce sont plus de 200 élèves et étudiants qui participent chaque année aux animations proposées. Cette année, l'objectif était également de transférer ces outils d'animation afin que de nouveaux acteurs du territoire puissent participer à cette sensibilisation, touchant de fait de nouveaux publics.

Dans ce livret vous trouverez :

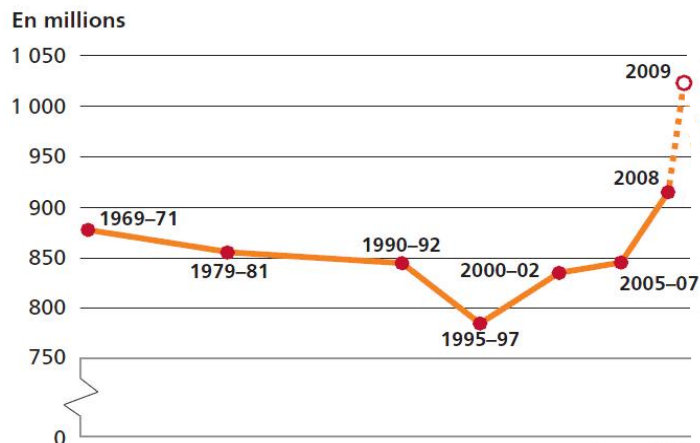
- des fiches thématiques
- la trame des animations proposée autour des liens entre les agricultures du Sud et du Nord, et de l'impact des choix faits au Nord sur la souveraineté alimentaire des pays du Sud,
- des propositions d'outils d'animations pour une première sensibilisation à la solidarité internationale, aux modes de consommation, etc.

Avant de commencer ce livret, vous êtes invités à consulter le petit quizz disponible en [annexe I](#), afin de faire le point sur vos connaissances sur le thème de la faim dans le monde. Le jeu « Un pas en avant » (dont les règles sont détaillées en [annexe II](#) peut également constituer un bon départ, puisqu'il permet d'interpeller les jeunes sur les inégalités Nord/Sud au sein d'un même pays.

1- La faim dans le monde

1/ Prise de conscience

Aujourd'hui dans le monde, un enfant meurt de faim toutes les six secondes... On estime à 1,20 milliard le nombre de personne mal nourries, soit une personne sur six. Et paradoxalement, ce sont à 80 % des paysans ! Si on y réfléchit, ce sont les travailleurs de la terre, ceux qui produisent les matières premières, qui n'arrivent pas à se nourrir de leur labeur. Mais contrairement à ce que cela pourrait laisser penser, on ne manque pas de nourriture sur Terre : la planète est capable de nourrir la totalité de la population mondiale, la preuve, il y a plus de gens en surpoids (1,40 milliards) que de gens mal nourris. Le problème ne réside donc pas dans la quantité de nourriture, mais bien dans sa disponibilité (dans le temps et dans l'espace). L'accessibilité aux matières premières est essentiellement conditionnée par le pouvoir d'achat : la faim est bel et bien un problème de pauvreté et non de ressources ! Dans ce contexte d'accroissement de la population, de dérèglements climatiques, d'occupation des terres par les agro carburants, de la hausse des prix des matières premières, le nombre de personnes sous alimentées est en constante augmentation, comme nous le montre le **graphique n°1** ci-dessous :



Graphique n°1 - Evolution de la population sous alimentée dans le monde
(Source : FAO)

Face à cette courbe inquiétante, la communauté mondiale se mobilise : dons, banques alimentaires, exportations de matières premières ou élaborées, programmes d'appui au développement, implications d'Organisations Non Gouvernementales et d'associations de solidarité, etc. Sans réel succès. En 2000, l'Organisation des Nations Unies a lancé un grand programme d'aide au développement pour les pays nécessiteux. Il s'agit de huit objectifs à atteindre, d'ici à 2015, que se sont fixés la totalité des pays membres ; on les appelle les Objectifs du Millénaire pour le Développement (cf. **image n°2** ci-après) :

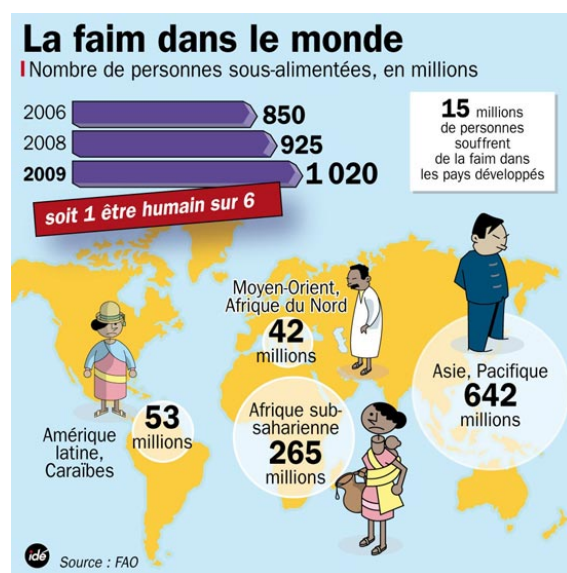


- 1-Réduire l'extrême pauvreté et la faim
- 2-Assurer l'éducation primaire pour tous
- 3-Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- 4-Réduire la mortalité infantile
- 5-Améliorer la santé maternelle
- 6-Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies
- 7-Préserver l'environnement
- 8-Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Image n°2 – Les Objectifs du Millénaire pour le Développement
(Source : www.un.org)

2/ Mise en situation

Pour mettre en évidence notre méconnaissance de l'ailleurs et prendre conscience de l'inégale répartition de la production ainsi que du difficile accès à l'alimentation, le « Jeu des chaises », dont les règles sont consultables en [annexe III](#), est une mise en situation très pédagogique. Il permet d'introduire le problème crucial de la faim dans le monde et pousse les participants à chercher des explications à ce phénomène. A la fin du jeu, le constat est posé : « un accès inégal à l'alimentation » et les questionnements fusent : « Qui sont-ils ? Où sont-ils ? ». Mais avant tout, on s'efforce de mettre des visages, d'humaniser ces chiffres qui parlent peu à premier abord. L'aboutissement se résume bien dans la [carte n°1](#) présentée ci-dessous :



Carte n°1 – Répartition de la faim dans le monde (Source : FAO)

A avoir faim, ils sont 1,20 milliards : c'est la population des Etats-Unis et celle de la Chine réunies. Parmi eux, 15 millions résident dans les pays développés. En France, ils sont 2,50 millions chaque année à avoir recours à l'aide alimentaire (via les banques alimentaires comme les Restos du cœur). Dans cette population qui manque de nourriture, ils ont 63 % d'asiatiques et 26 % à vivre en Afrique subsaharienne.

En somme, la faim existe partout, sur tous les continents et dans tous les pays : au Nord (4,20 millions de foyers sont touchés aux Etats-Unis, à divers degrés), mais surtout au Sud. L'Afrique est le pays où le problème de la faim se pose avec le plus d'insistance : un tiers de la population en est victime (le plus de monde en pourcentage). En Asie, c'est en nombre de personnes concernées qu'ils sont en tête de liste. Le métier qui les rassemble tous et les fait mourir de faim ? La paysannerie, pour 80 % d'entre eux : dont 50 % de petits paysans, 20 % de paysans privés de leur terre, appelés les « paysans sans terre », 20 % de paysans ayant fuit la campagne et se retrouvant à gonfler les bidonvilles des grandes villes, et enfin, 10 % d'éleveurs. La situation est paradoxale : les gens chargés de nourrir les autres sont les premiers à être touchés par la faim. N'oublions pas que ce sont avant tout les femmes et les enfants qui sont sous alimentés : 70 % du total ! Faites le calcul : 17 000 enfants de moins de 5 ans meurent chaque jour.

La Terre produit assez de nourriture pour rassasier tout le monde. Mais en 2007, 840 millions de personnes ne mangent pas à leur faim. Elles sont 850 millions en 2009, et toujours plus en 2009 : 1 200 millions. Malgré tous les efforts cités précédemment pour lutter contre ce fléau, la faim n'est pas éradiquée, ni même diminuée. Le tableau est dressé : crise économique, sociale et alimentaire mondiale. L'actualité regorge d'événements catastrophiques sur le thème de l'agriculture, de l'alimentation. La crise alimentaire récente de 2007-08 en est en grande partie responsable. L'augmentation du prix des matières premières a provoqué l'éclatement d'émeutes de la faim et de violences urbaines dans les pays d'Afrique du Nord et Subsaharienne. Le(s)

coupable(s) ? Une multitude de facteurs qui s'accumulent et font gonfler les prix ; on pense d'abord à l'augmentation de la population mondiale, au ralentissement dans la progression des rendements agricoles (essoufflement du progrès technique ou variations climatiques ?), à l'occupation des terres par des cultures non alimentaires (les agro carburants pour ne pas les citer), mais aussi et surtout aux dérèglements climatiques, et bien d'autres facteurs encore.

- Résumons -

- ✓ 1 milliard 200 millions de personnes souffrent de la faim
- ✓ Soit 16 % population mondiale
- ✓ Les 3/4 sont des paysans
- ✓ 6 millions d'enfants meurent de la faim chaque année
- ✓ Ce problème touche tous les pays, en n'oubliant pas les pays riches, mais touche d'abord les pays en développement !

En tenant compte de tous ces enjeux, creusons-nous la tête pour imaginer des solutions ; pour une plus juste répartition de la nourriture, pour que tout le monde y ait accès, quel mode de production, de distribution et de consommation adopter pour demain ?

II- Des solutions envisagées

1/ Une organisation mondiale des échanges ?

La logique des pays du Nord pour résoudre le problème de la faim dans le monde est très simple : puisque la difficulté rencontrée est la répartition des ressources et non les quantités produites, il faut que la nourriture circule facilement, librement, sans entrave. De cette façon, et en gardant bien en tête que le monde produit assez pour se nourrir, quand une région, un pays ou un continent manquera de nourriture (de façon permanente ou occasionnelle), il pourra s'approvisionner sur le marché international. Ainsi, il y aura toujours et partout de la nourriture disponible. C'est la notion de **sécurité alimentaire** : la disponibilité et l'accès à la nourriture en quantité et en qualité suffisantes.

Pour assurer la sécurité alimentaire sur toute la planète, il suffit donc de libéraliser le commerce, y compris (voire surtout) pour les produits agricoles et alimentaires. Et c'est ce qu'il se passe aujourd'hui, avec l'Organisation Mondiale du Commerce (cf. [annexe IV](#) pour plus de détails) et son mot d'ordre : **le libre échange**. Son bon fonctionnement repose sur la loi des avantages comparatifs de David Ricardo, selon laquelle, dans un contexte de libre échange, chaque pays a tout intérêt à se spécialiser dans une production, celle pour laquelle il dispose de la productivité la plus forte (ou la moins faible) comparativement à ses partenaires. L'exemple du drap et du vin repris dans le [tableau n°1](#) ci-dessous est une très bonne illustration de cette loi :

	Nombre d'heures de travail nécessaire	
	1 tonneau de vin	100 mètres de drap
Portugal	80	90
Angleterre	120	100
Coûts relatifs (Portugal/Angleterre)	67 %	90 %

Tableau n°1 – L'exemple du drap et du vin, de David Ricardo

L'EXEMPLE DU DRAP ET DU VIN

Il est clair que le Portugal dispose de 2 avantages absolus, mais son avantage est comparativement le plus grand dans le vin. A l'inverse, le désavantage anglais est comparativement le plus petit dans le drap. Le Portugal a alors tout intérêt à se spécialiser dans le vin, et l'Angleterre dans le drap, ainsi :

- Le Portugal, s'il ne se spécialise pas, obtiendra en échange de vin portugais, $80/90 = 89$ mètres de draps portugais. S'il se spécialise dans le vin, il disposera de 170 heures de travail, soit $1 + 90/80 = 2,125$ tonneaux de vin au total. En attendant, les anglais auront fabriqué 220 mètres de drap, que le Portugal pourra échanger contre 2,125 tonneaux de vin (soit 1 tonneau contre 103 mètres).
- En Angleterre, s'il n'y a pas de spécialisation, le pays échangera 100 mètres de drap anglais contre $100/120 = 0,83$ tonneau de vin anglais. S'il se spécialise dans le drap, les anglais pourront échanger 220 mètres de drap contre 2,125 tonneaux de vin portugais (soit 100 mètres = 0,96 tonneau).

La spécialisation est donc favorable aux 2 pays et permet, au niveau international, de produire plus, pour une même quantité de travail : **économie de main d'œuvre à production identique.**

De cette manière, tous les pays accroîtront leur richesse nationale. Dans cette logique, l'ouverture de n'importe quel pays au commerce extérieur lui sera obligatoirement/systématiquement/naturellement bénéfique, et tous ont un intérêt économique à coopérer via l'échange (exportations et importations), même ceux dont la productivité est très basse, ou très élevée. Visualisons... La France ne devrait produire que ce qu'elle fait le mieux, autant le dire : vins et fromages, pendant que l'Argentine s'occuperait de fournir au monde entier de la viande bovine, le Brésil pourrait remplir les auges des animaux par delà le monde, la Nouvelle Zélande couvrirait les besoins mondiaux en produits laitiers, etc. Quoi de mieux pour illustrer ce phénomène que le cas du textile ! Quel est aujourd'hui le poids de l'industrie textile française, pourtant si reconnue pas plus tard qu'au siècle dernier ? Le textile français est mort, et quelle chance ! En plus de pouvoir continuer à s'habiller indépendamment de la fermeture de toutes les usines du nord de la France, nous achetons nos vêtements bien moins chers qu'avant, à des prix dérisoires, avec comme seule contrepartie, ces trois mots sur nos étiquettes : « Made in China ». La machine fonctionne donc.

Mais pour les produits alimentaires, ce n'est pas si facile... Reprenons les quatre points de la sécurité alimentaire :

1. *Disponibilité* : production intérieure, stockage ou, à défaut, approvisionnement sur le marché mondial sans oublier l'aide alimentaire dans le pire des cas ;
2. *Accès* : il dépend du pouvoir d'achat et des infrastructures disponibles ;
3. *Stabilité* : au niveau des infrastructures mais aussi du climat météorologique et politique ;
4. *Salubrité/Qualité* : l'hygiène, et principalement l'accès à l'eau.

Et si même à des prix dérisoires, certaines personnes, certains continents, ne pouvaient pas avoir accès à ces produits. Et s'il ne s'agissait là pas d'un tee-shirt mais d'un kilo de riz pour nourrir sa famille... Et bien c'est qu'on n'est pas allé assez loin dans la libéralisation des échanges, que le marché est entravé et que certains ne jouent pas le jeu correctement, que certains trichent. C'est ce que l'OMC vous dira.

Mais concrètement, pourquoi ça ne fonctionne pas avec les produits agricoles ? Il semble que l'OMC n'ait pas pris en compte les différences de productivité avant de lancer tous les pays en compétition les uns avec les autres sur un marché unique. Ce qu'il se passe aujourd'hui en agriculture dans le monde, c'est que 28 millions d'agriculteurs ont un tracteur et tout ce qui va avec, 250 millions ont des bœufs, des chevaux, des mulets, des zébus et/ou des buffles, et que 1 milliard n'ont que la force de leur travail et une houe, sans aucun accès aux techniques modernes. L'échelle de productivité est **de 1 à 1 000**. Prenons un exemple concret, concentré dans le [tableau n°2](#) ci-après :

Casamance (Sénégal)	Louisiane (Etats-Unis)
0,5 ha par actif	100 ha par actif
1,1 T à l'hectare	5 T à l'hectare
0,6 T par actif et par an	500 T par actif et par an
Valeur ajoutée : 0,5 T/actif/an	Valeur ajoutée : 100 T/actif/an

Tableau n°2 – Différence de productivité dans la culture de céréales, entre Sénégal et USA

En résumé et pour faire vite, les populations du Sud doivent travailler **200 fois plus qu'au Nord** pour dégager autant d'argent. Ceci n'empêche pas que tous sont en compétition, sans différence de catégorie. A cela s'ajoute les politiques agricoles, qui ne sont pas sans amplifier ce phénomène de mise en concurrence déloyale.

Concernant les coûts de production de l'agriculture pour commencer, ils sont les suivants : foncier, main d'œuvre, intrants, emprunts

2/ Des politiques agricoles ?

Il n'existe pas de politique agricole universelle. Chaque pays se construit la sienne, selon le ou les rôles qu'il veut voir porter par son agriculture. L'agriculture peut jouer le rôle de/d' :

- Facteur de puissance économique, c'est le cas des pays du G20, qui sont les pays émergents (Brésil, Inde, Argentine...) : ils comptent devenir les fermes du monde ;
- Expression des terroirs, pour les pays riches du Nord notamment, où l'agriculture n'a plus vraiment de rôle économique, comme la Norvège, le Japon, ou le Royaume-Uni qui est devenu une vaste plaine de chasse (la France est un pays un peu à part puisque le maintien de sa ruralité aide énormément le tourisme) ;
- Moteur du développement à venir, pour les Pays les Moins Avancés, où l'agriculture sera le point de départ de leur développement. Dans un premier temps, elle leur permettra de manger à leur faim, ensuite, ils deviendront compétitifs.

Une politique agricole promeut un **modèle social de production** ; à ce jour il existe :

- Le modèle familial, que l'on connaît en France, où le capital et le social appartiennent à une même personne ;
- Le modèle néocapitaliste intensif, né de l'alliance entre de grands propriétaires terriens et des industries transnationales. Dans le Mato Grosso (région du Brésil) par exemple, certaines exploitations atteignent 10 000 hectares !
- Le système collectivisé enfin, qui ont été très présents dans les Etats soviétiques d'avant guerre.

Pour ce faire, il existe plusieurs leviers d'action. Il existe **la politique des prix agricoles**, ce sont le plus souvent des techniques d'ajustement mises en place à la douane, aux frontières des Etats. Deuxième forme d'intervention : **la politique de primes**. Elle oriente les agriculteurs vers telle ou telle direction en leur promettant des rémunérations s'ils atteignent les objectifs fixés. On rencontre très régulièrement aujourd'hui des primes pour la production de biens publics, et notamment, très en vogue : les services environnementaux. Finalement, **la politique des structures** apporte son aide pour guider l'agriculture dans un pays. Cette dernière intervention est pluriannuelle et s'attend donc à des effets sur le plus long terme. Ce peut être des aides à l'investissement, un contrôle des structures, etc. Voyons comment s'organisent la politique agricole de l'Union Européenne, des Etats-Unis, et du Brésil.

LE CAS DE L'UNION EUROPEENNE : LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Dans le but d'assurer sa sécurité alimentaire, l'Union Européenne a donnée naissance en 1962 à la Politique Agricole Commune (cf. [annexe V](#) pour plus de détails), qui est encore de nos jours l'outil européen d'appui à l'agriculture. L'objectif était à ses débuts de booster la production agricole, afin que l'Europe puisse nourrir sa population grandissante au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, l'Europe avait déjà compris qu'il lui fallait créer un marché commun interne. Elle s'est alors protégée des produits venant de l'extérieur, pour favoriser la production et la consommation locales : c'est la préférence communautaire, chose tout à fait condamnée par l'OMC. Le protectionnisme a permis à l'Europe de protéger ses agriculteurs des prix trop fluctuants du marché international, et à leur garantir un revenu décent, bref, à conserver une place pour son agriculture. Ses outils sont simples :

- des taxes à l'importation : 1 kg de viande bovine bon marché qui arrive d'Argentine va voir son prix augmenter une fois la frontière européenne dépassée, de manière à ce qu'il arrive dans les marchés au même prix voire plus cher que le kg de viande produit localement. La concurrence de la viande argentine est oubliée, nos agriculteurs sont fictivement compétitifs et vendent leurs produits : les consommateurs achètent local !
- des subventions à l'exportation : 1 L de lait européen est cher sur le marché international au vu des prix proposés par des pays comme la Nouvelle Zélande, qui a su tirer parti de son avantage comparatif. Mais une fois de plus, la PAC va créer l'illusion de compétitivité européenne. Chaque litre de lait qui sort de l'Union Européen va en quelques sortes être financé pour passer la frontière : les producteurs vendent leur lait à un prix correct, mais le litre de lait arrive à un prix très bas sur le marché international !
- des aides directes au producteurs : lorsque le mot d'ordre était de produire, les aides décernées par l'Europe aux agriculteurs étaient proportionnelles à la production (dites couplées), elles sont désormais découplées mais tous les prétextes sont bons pour financer l'agriculture : aide pour la cessation de l'activité laitière, indemnité compensatrice de handicap naturel, prime herbagère agroenvironnementale, et bien d'autres encore. Le seul et ultime but est de faire en sorte que les agriculteurs puissent vivre de leur métier. La mode est aujourd'hui à l'éco conditionnalité des aides.



Image n°3 – [Farm Bill, politique agricole américaine](#)
(Source : www.nrcs.usda.gov)

LE FARM BILL AMERICAIN

Aux Etats-Unis, la PAC se prononce Farm Bill (cf. [image n°3](#) ci-contre), entendez par là loi-cadre de la politique agricole des Etats-Unis : « elle comprend des programmes de soutien des prix et des revenus des exploitants, de protection de l'environnement et de conservation

des terres et des eaux, de développement rural, de maîtrise des risques (surtout l'assurance des cultures et des revenus), de crédit aux opérateurs, de recherche (y compris la recherche sur les biotechnologies agricoles et les biocarburants), et d'aides alimentaires intérieures et à l'étranger, parmi d'autres. » (Source : *Le nouveau Farm Bill et la position américaine à l'OMC*, Charles E. HANRAHAN, 17 mars 2008). Les premières interventions publiques ont eu lieu dans les années 1930 et étaient principalement les price support loans pour protéger les producteurs des cours mondiaux, les quotas d'importations dans la même logique, et plus ambitieux encore : les programmes d'assurance récolte. L'Etat américain s'engage à acheter les récoltes des agriculteurs s'ils ne trouvaient pas d'acheteurs à leurs prix. Cette procédure a gonflé les stocks de l'Etat américain pendant de longues années, qui s'efforcer de le diminuer en en faisant profiter les populations les plus pauvres (distribution de lait dans les écoles de quartiers par exemple). Le but premier du pays a longtemps été de maintenir sa puissance exportatrice de produits agricoles. Mais les règles de l'OMC menacent aussi bien les pratiques européennes qu'américaines, bien qu'ils soient particulièrement doués pour dissimuler l'aide qu'il apporte à leur secteur primaire. Dans ce contexte, l'ambitieux programme du nouveau Farm Bill est d'aider les agriculteurs dans la transition : de la dépendance au gouvernement vers la dépendance au marché.

AU BRÉSIL, LES PRIORITÉS DE LA POLITIQUE AGRICOLE EST TOUT AUTRE



Logo n°3 – Logo du MAPA

(Source : www.agricultura.gov.br)

Au Brésil, les enjeux sont bien différents. Pour commencer, le pays a constitué deux ministères de l'agriculture : le ministère de l'agriculture, de l'élevage et du ravitaillement - MAPA - (cf. [logo n°3](#) à gauche), qui appuie surtout le puissant secteur agroindustriel brésilien, et le ministère du développement agricole - MDA - (cf. [logo n°4](#) à droite), chargé d'encadrer les petites exploitations familiales. Apparaît



Logo n°4 – Logo du MDA

(Source : www.mda.gov.br)

déjà très clairement la différence de gestion mise en place par le pays. La principale préoccupation du gouvernement est l'inflation. Dans ce pays qui a connu 100 % d'inflation par mois dans le passé, il est compréhensible que ce soit un thème au cœur des décisions politiques. En ce sens, le pays va même jusqu'à gérer le prix du gasoil, en ajoutant plus ou moins d'éthanol dedans, pour limiter l'inflation. Evidemment, ce luxe est permis par la grande majorité des machines flex-fuel (qui roulent aussi bien au gasoil qu'à l'éthanol) dans le pays, mais ceci n'est qu'un détail sans grande importance. La politique agricole brésilienne est une politique de taxes, à l'inverse de nos politiques agricoles occidentales qui fonctionnent plus par l'attribution de primes : c'est le bâton ou la carotte. Ainsi, il existe au Brésil la "land tax" pour promouvoir les pratiques environnementales, ou encore la "labor tax" qui est amoindrie si l'agriculteur distribue gratuitement de la nourriture, etc. Il s'agit là d'un raisonnement différent, dans lequel c'est le prix de vente du produit qui compte, pour que les consommateurs puissent se le procurer, et non le revenu final que se dégage le paysan. Aussi, le pays fait en sorte de libérer de gros volumes sur son marché (il libère de ses stocks) pour que l'offre soit supérieure à la demande et que les prix restent alors très bas. Cette logique est acceptée car au Brésil, les producteurs brassent d'énormes volumes comparés aux nôtres. Alors, même si les prix sont bas, l'effet volume rattrape le manque à gagner, expliquant par la même occasion la compétitivité accrue et non égalable des produits brésiliens sur le marché international.

Sous la pression de l'OMC, qui menace les pays qui détournent les règles du libre échange, l'Europe et les Etats-Unis sont contraints de déguiser leur soutien à l'agriculture. Les pays du Sud ne peuvent généralement pas se payer ce luxe puisque la pression est autrement plus forte sur eux : les institutions internationales leur accordent des prêts conditionnels avec comme priorité l'ouverture de leurs frontières. Les interventions d'appui à l'agriculture dans les pays riches distordent les équilibres de marché. Le prix n'est plus l'indicateur pour produire ou consommer. Tous les pays mettent en place une politique agricole et alimentaire car l'alimentation est considérée comme un élément de souveraineté nationale.

3/ Sécurité alimentaire versus Souveraineté alimentaire

En réalité, la sécurité alimentaire ne suffit pas : le monde produit aujourd'hui assez de nourriture mais la faim augmente encore et toujours. Ce qu'on ne prend pas en compte, c'est que pour s'approvisionner sur le marché international, il faut un pouvoir d'achat suffisant. Les pays riches ont alors un discours hypocrite : ils continuent de la revendiquer, en vantant les mérites du libre échange sur son aboutissement, alors qu'ils ne respectent pas les règles en subventionnant leur agriculture. Il est vrai qu'ils font des efforts pour maquiller leurs aides, mais le mécanisme reste le même. Ils la possèdent déjà et donc néglige l'impact de la mondialisation sur la capacité à l'obtenir pour ceux qui ne l'ont pas encore atteinte. Enfin, les pays riches et exportateurs de produits agricoles ne disent pas non plus que la recherche, à travers le monde, de la seule sécurité alimentaire et non de la souveraineté alimentaire leur permet de justifier leur politique d'exportation vers les pays dits pauvres. La sécurité alimentaire n'est donc qu'un leurre et n'est pas à la hauteur pour nourrir le monde. La solution réside ailleurs, car d'autres dimensions sont à prendre en compte, et c'est la mission que s'est donnée la souveraineté alimentaire.



Logo n°5 – Logo de Via Campesina
(Source : www.viacampesina.org)

Initiée par le mouvement paysan international Via Campesina (cf. [logo n°5](#) ci-contre), lors du Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996, **la souveraineté alimentaire** désigne le « DROIT D'UNE POPULATION, D'UNE REGION OU D'UN PAYS A DEFINIR LEUR POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE, SANS DUMPING DE PRIX VIS-A-VIS DE PAYS TIERS ». Elle dépasse la seule sécurité alimentaire et répond aux questions : qui va produire la nourriture dont la population mondiale a besoin ? A quoi ressembleront l'agriculture et les paysans de demain ? La souveraineté alimentaire prend en compte l'importance des conditions sociales et environnementales de production des aliments. La souveraineté alimentaire inclut :

- La priorité donnée à la production agricole locale pour nourrir la population, l'accès des paysan(ne)s à la terre, à l'eau, aux semences et au crédit, d'où la nécessité de réformes agraires, de lutter contre les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) pour le libre accès aux semences, et de garder l'eau comme un bien public à répartir durablement ;
- Le droit des Etats à se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix, sous forme de protection douanière par exemple ;
- Des prix agricoles liés aux coûts de production : c'est possible à condition que les Etats ou Unions aient le droit de taxer les importations à trop bas prix, s'engagent pour une production paysanne durable et maîtrisent la production sur le marché intérieur pour éviter des excédents structurels ;
- La participation des populations aux choix des politiques agricoles ; et
- La reconnaissance des droits des paysannes, qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et l'alimentation.

Avec l'exemple du poulet camerounais à l'appui, voyons l'importance de la souveraineté alimentaire dans les pays du Sud :



EXPORTATIONS DE POULETS : L'EUROPE PLUME L'AFRIQUE !

Image n°3 – Campagne pour le droit à la protection des marchés agricoles (Source : www.cfsi.asso.fr)

En 2004, une association camerounaise, l'Association Citoyenne de défense des Intérêts Collectifs - ACDIC - (consultez leur site : www.acdic.net), sort un rapport explosif sur l'avenir de la filière avicole camerounaise, chiffres à l'appui : 978 tonnes sont importées en 1996, 14 750 tonnes en 2002, 22 154 tonnes en 2003. Quant à la production nationale, elle diminue de 26 %, passant de 26 500 tonnes à 19 500, entre 1997 et 2000. Sur 100 petits producteurs identifiés en 1996, 8 étaient encore en activité en 2002, soit un taux de déperdition de 92 %. Face à cette filière en péril, l'ACDIC sensibilise ses concitoyens à l'importance de « consommer camerounais » et fait pression sur le gouvernement pour réduire les importations de poulets. En octobre 2004, différentes associations, dont la Confédération paysanne, prennent le relais en Europe et lancent la campagne : « Exportations de poulets : l'Europe plume l'Afrique ! » (cf. [image n°3](#) ci-contre).

Invendables sur le marché européen, les découpes de poulets congelés trouvent en Afrique de juteux débouchés, où elles sont vendues à un prix inférieur à leur coût de production. Les éleveurs locaux, qui vendent leurs produits entre 1,80 € et 2,40 €, se retrouvent deux à trois fois plus chers que le congelé. Apparemment, le tocsin n'a pas sonné en vain. Le gouvernement camerounais relève les taxes à l'importation des poulets de l'ordre de 65 %. Résultat : les importations diminuent fortement, passant de 22 154 tonnes en 2003, à 5 000 tonnes en 2005. Les marchés locaux reprennent de la couleur. Les campagnes de sensibilisation s'achèvent en mars 2005. Et dès la fin novembre, le gouvernement camerounais autorise... l'importation de quelque 2 650 tonnes de poulets congelés, officiellement pour prévenir d'une éventuelle pénurie sur le marché en fin d'année, période de fêtes. La hache de guerre est bel et bien déterrée. Toute politique agricole s'avère fragile, voire illusoire, tant que le droit de souveraineté alimentaire n'est pas adopté !

Les pays du Sud sont victimes du **caractère déstabilisateur de marché** des importations de produits alimentaires, venus du Nord en général. La solution serait de créer un cadre de régulation internationale, pour viser l'autosuffisance alimentaire **par groupe de pays homogènes**. Pour ceci, il faut d'abord faire admettre aux pays du Nord que : **la souveraineté alimentaire** est la seule solution pour résoudre la faim dans le monde, **l'arrêt de toute exportation** de produits subventionnés sera le point de départ, **le droit de douane** est l'arme du pauvre et enfin que **le fardeau de l'Homme blanc** n'est plus d'actualité : on ne résoudra pas notre sentiment de culpabilité en donnant à manger aux pays du Sud. Certaines solutions qui semblaient jusqu'alors plausibles commencent à poser alors question. Ce n'est pas l'agrobusiness qui va nourrir le monde, puisqu'il n'alimente que la demande solvable, c'est-à-dire le bétail des pays riches. Ce sont les pauvres eux-mêmes qui peuvent nourrir les pauvres !

PETIT RECUEIL DE CITATIONS

« Le développement des agricultures vivrières est donc la tâche urgente et prioritaire que doit se donner la communauté internationale, car c'est d'abord dans ces pays que la population va croître très vite dans les prochaines années. C'est dans le Sud que se jouera l'avenir alimentaire de l'humanité. Il ne peut pas être laissé aux seuls soins du marché, des surplus du Nord et des bonnes opérations des spéculateurs. Il faut qu'il soit l'affaire des paysans du Sud et de leurs responsables avec le soutien et la protection des pays mieux dotés. Il faut que les actes suivent et que l'aide publique au développement revienne au cœur des politiques de solidarité. » P. Mehaignerie, H. Nallet, M. Rocard, P. Vasseur (Anciens ministres de l'agriculture), Le Monde, Avril 2008.

« Un pays qui ne peut pas se nourrir n'est pas un grand pays. » Général De Gaulle

« Il est important pour notre nation de cultiver des denrées alimentaires pour nourrir notre peuple. Peut-on imaginer un pays qui ne soit pas capable de produire assez de nourriture pour nourrir sa population ? Cette nation serait soumise à la pression internationale. Cette nation serait en danger. Ainsi, lorsque nous parlons de l'Agriculture [...], nous parlons réellement d'une question de sécurité nationale. » Georges W. Bush

« Pour nous, l'Agriculture est plus stratégique que la Défense. » Dan Glickman, ancien secrétaire d'Etat de Bill Clinton

Face à ces enjeux et au non fonctionnement du système actuel, certains se mettent au défi d'imaginer un autre fonctionnement. C'est ainsi qu'est né par exemple, l'idée de passer d'une organisation mondiale **du commerce** à une organisation mondiale **de l'agriculture**, puisque la nourriture ne peut pas être assimilée à une marchandise comme une autre étant donné que c'est de l'avenir de l'humanité dont il est question. Le mouvement pour une organisation mondiale de l'agriculture - momagri - par exemple, ne remet pas en cause le libre échange puisque ce mouvement, créé en 2005, se dit essayer « de fournir des analyses objectives et des solutions concrètes aux problèmes agricoles internationaux clés d'aujourd'hui et de demain, afin de promouvoir une gouvernance mondiale de l'agriculture qui concilie le libre échange et la régulation ».

- Résumons -

Pourquoi le monde a faim ?

Difficultés de production au Sud liées au climat, faible maîtrise technique des paysans du sud, conflits, guerres, sécheresses empêchant une production suffisante, etc. ?

Les solutions ? Exporter la production excédentaire du Nord au Sud, monter des programmes d'appui aux projets de développement de l'agriculture, d'aide humanitaire, etc. ?

Et pourtant, la situation s'aggrave...

Solutions proposées inefficaces ? Ou problème de départ mal posé ?

Quelles formes d'agriculture et de ravitaillement développer pour nourrir le monde d'aujourd'hui et de demain ?

Quelle forme d'appui est-il bon d'apporter ?

III- Structures agricoles et systèmes de production

Sans tomber dans la comparaison systématique entre le Nord et le Sud, il est intéressant de se poser la question sur les autres modes de faire. Pour rendre plus concret le thème abordé, nous nous pencherons sur un cas concret et local, à partir duquel des liens avec des territoires plus ou moins lointains seront tissés.

Au Nord

1/ Une ferme typique du Nord-Pas-de-Calais

Le **panneau n°1** ci-dessous présente l'exploitation agricole d'Elisabeth et Luc, située dans l'Artois : ferme en polyculture-élevage de 40 hectares, en céréales, betteraves sucrières, fourrages avec un quota laitier de 280 000 litres.

Ferme d'Elisabeth et Luc dans l'Artois



2 actifs : Elisabeth et Florent, salarié
+ Luc à la retraite

**Ce qui motive
les choix**

- ⇒ **Vivre à 2 sur une structure modeste en « laissant de la place à d'autres »**
- ⇒ **Avoir une bonne qualité de vie**
- ⇒ **Garder une ferme transmissible**

Grandes évolutions

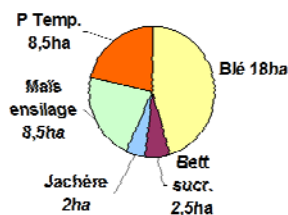
- ✓ 1976 : Installation sur la ferme familiale (22 ha, 15 VL, étable entravée) ; plan de développement
- ✓ 1981 : Construction stabulation et salle de traite ; 33 ha
- ✓ Echec d'un projet d'association ; refus de reprendre seuls la ferme d'un oncle.
- ✓ 2007 : reprise de 6.5 ha dans l'objectif de pérenniser l'outil de production.
- ✓ 2008 : embauche de Florent pour préparer la transmission

40 ha



Cultures de vente : 21 ha

Surfaces fourragères : 17 ha



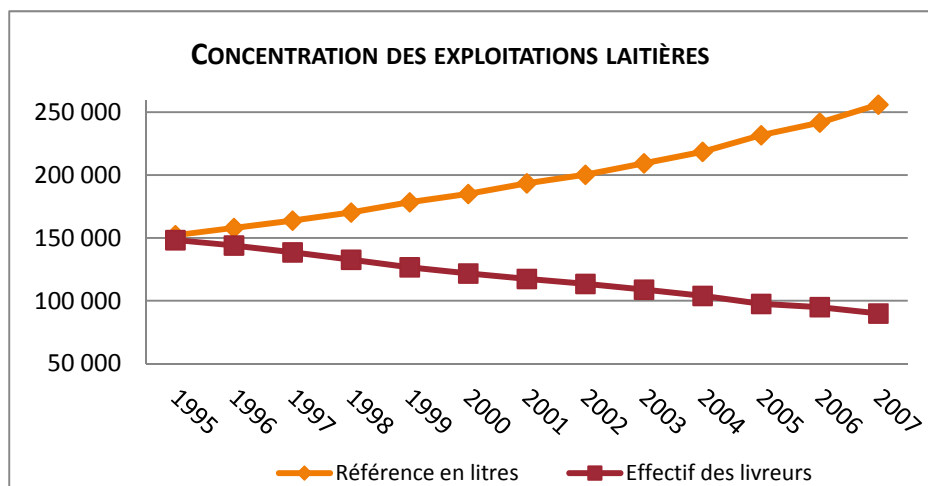
280 000 litres de quota laitier
40 vaches laitières—race montbéliarde
Les génisses sont élevées à l'extérieur

L'historique ainsi que les raisons des choix sont importants à prendre en compte, notamment pour aborder la notion d'autonomie dans la prise de décision, au Nord comme au Sud. Ici, les paysans ont des motivations précises bien identifiées qui ont orienté leurs choix : avoir une structure qui leur permette de vivre mais également de dégager du temps libre, et pouvoir transmettre leur ferme.

La ferme est d'une structure plutôt classique ; elle se situe légèrement en dessous de la moyenne régionale en termes de surface : 57 ha par exploitation, et légèrement au dessus de la moyenne en terme de production : 240 000 L/par exploitation (Source : AGRESTE, 2009). Cette ferme est remarquable dans le choix qu'ont pris des agriculteurs de refuser de s'agrandir lorsqu'ils en ont eu l'occasion. De plus, elle a la particularité d'être une ferme en cours de transmission. En effet, la tendance est plutôt inverse : augmentation de la taille des fermes corrélée à une diminution du nombre de fermes au niveau de la région, entre 2000 et 2007, 23 % des fermes du Nord-Pas-de-Calais ont disparu !

2/ Les tendances nationales

Et c'est le même schéma au niveau national, puisque de 1984 à aujourd'hui on a assisté à la diminution de 70 % du nombre de fermes. Au niveau des actifs agricoles on observe la même chose : perte de 2/3 des actifs agricoles en France entre 1970 et 2005. En 2010 la population agricole représente 2 % de la population française, contre 50 % en 1950. Nous assistons à une diminution du nombre de fermes et d'actifs agricoles et à la concentration de la production, comme le montre le **graphique n°2** ci-dessous :



Graphique n°2 – La concentration des exploitations laitières en France (Source : Office de l'élevage)

3/ Des conséquences sur le territoire

Au niveau des systèmes de production, cette concentration de la production a pour conséquence des fermes de plus en plus spécialisées, aux pratiques de plus en plus industrielles, et de fait des agriculteurs de plus en plus dépendants de l'amont (fournisseurs de semences hybrides, d'engrais, de produits phytosanitaires), de l'aval (exigence des industries agroalimentaires), ainsi que des banques et des cours mondiaux des matières premières... Mais moins de fermes signifie également moins d'emplois agricoles, et moins d'emplois indirects puisqu'on observe le phénomène d'exode rural : disparition des commerces et des services notamment. A la perte des emplois ruraux s'ajoute une moindre dynamique sociale et culturelle, et certains villages sont de plus en plus déserts. L'activité agricole est de moins en moins intégrée aux territoires, et cette distance au reste de la population et aux consommateurs impacte généralement négativement la souveraineté alimentaire : quelle connaissance ont les citoyens de la production agricole ? Quelle place ont-ils dans les choix de production agricole ?

Au Sud

1/ La filière lait au Mali

Au Mali, 80 % de la population vit de l'agriculture, contre à peine 2 % en France. L'élevage constitue la 3^{ème} richesse du pays et contribue à 15 % du PIB. Le pays détient le plus gros cheptel d'Afrique de l'Ouest, avec 7 millions de bovins recensés sur le territoire qui sont la principale ressource de 30 % des maliens. Le Mali a, malgré la faible production de lait sur le territoire, un fort potentiel au vu du nombre de bêtes. La production laitière est le fait de structures et de pratiques assez différentes au Mali : éleveurs transhumants, petit élevage familial, et élevages spécialisés. L'encart ci-après présente les différents systèmes de production laitière existants au Mali.

TYPES D'EXPLOITATIONS LAITIÈRES EN AFRIQUE DE L'OUEST, AU MALI PLUS SPECIFIQUEMENT :

- Le système pastoral, nomade, transhumance : Troupeau itinérant. Elevage et production laitière sont liées, les animaux sont peu spécialisés car ils répondent à des besoins divers : viande ET lait. Production : 1 à 2 litres de lait par traite, durant la lactation, soit à peine 6 mois de l'année. D'autant que le lait de la vache est partagé entre les humains et le veau. Le lait est principalement autoconsommé puisque les circuits de distribution sont inexistant dans ces zones désertiques reculées. Utilisation judicieuse de l'espace et des ressources pastorales. L'élevage représente 80 % du revenu des familles et ce mode de gestion occupe 77 % du territoire malien. Culture/tradition des Peuls, des Maures et des Touaregs, au Nord du Sahel. Vache maure = 3 à 4 litres par traite.

- Le système agropastoral : Un petit élevage familial. Généralement, le troupeau reste à proximité des maisons et des jardins familiaux. Modification de systèmes agraires : orientation vers la polyculture, pour répondre aux besoins divers des familles. Ce sont en général des petits caprins, ovins, et les vaches sont soit confiées à des Peuls, soit utilisées pour les travaux dans les champs. Ce peut aussi être des troupeaux sédentaires en périphérie des villes. L'agriculture reste dominante pour les familles mais la faible production de lait assure seulement 10 à 50 % des revenus. La vente se fait généralement au marché ou à des mini-laiteries. Ce mode de gestion de l'élevage s'étend tout de même sur 23 % du pays.

- Le système périurbain : la spécialisation. C'est un projet d'amélioration des troupeaux, comme au Cameroun, et ailleurs. Appui à la gestion de troupeau, puisqu'on passe d'une gestion transhumante à une gestion sur place. Nécessite une maîtrise de l'alimentation durant la saison chaude et sèche, un suivi vétérinaire plus important, etc. La maîtrise des débouchés est primordiale, voilà pourquoi ce système se développe autour des grandes agglomérations.

3/ Les difficultés de la production laitière

Les principales difficultés de la filière sont l'absence de nourriture pour le bétail en saison sèche, la faible productivité des vaches locales, et le suivi sanitaire médiocre. Ces trois postes (alimentation, génétique et suivi sanitaire) sont à améliorer pour pouvoir produire plus de lait rapidement. En aval, c'est surtout la distance géographique entre la production et la consommation qui handicape la filière. A cause du manque d'infrastructures, maintenir la chaîne du froid devient impossible sans circuits de collecte et de commercialisation organisés. De plus, les investissements sont impossibles à cause de l'inaccessibilité au crédit des éleveurs maliens. Enfin, la consommation de produits laitiers est fortement limitée par le pouvoir d'achat, qui reste très faible dans un pays comme le Mali.

Aujourd'hui, la situation des paysans dans les pays du Sud en particulier et dans le monde en général est extrêmement variable et il est donc difficile de parler de moyenne. Si on se focalise sur l'exemple de l'Afrique de l'Ouest, on estime que les parcelles cultivées par les familles mesurent en moyenne deux hectares. La culture est souvent familiale, avec la mobilisation d'une dizaine de personnes par hectare, pour la culture dite pluviale (pendant la saison des pluies) et de décrue (en bordure des cours d'eau et des mares, les paysans plantent au fur et à mesure que l'eau se retire). A côté de cela, les femmes cultivent souvent une autre petite parcelle, soit individuellement, soit collectivement avec d'autres femmes.

3/ Une tendance partagée avec le Nord : la diminution de l'agriculture familiale

Face aux difficultés qu'ont les paysans de vivre de leur activité, beaucoup de jeunes quittent les campagnes pour aller dans les villes. Ils grossissent ainsi la population des périphéries de villes, autant parler de bidonvilles, vidant peu à peu les campagnes de bras jeunes. On retrouve alors une problématique commune à de nombreux autres pays et continents, où les campagnes perdent leurs paysans, entraînant la disparition de l'agriculture familiale qui pourtant maintient un tissu social et est également un réservoir d'emplois non négligeable. En effet, il est important de préciser que l'enjeu de l'appui à l'agriculture est énorme, puisque dans le monde, c'est trois milliards de personnes qui vivent de l'agriculture. En Afrique, environ 70 à 85 % de la population est issue du milieu rural et vit de l'agriculture.

- Résumons -

- ✓ *Des différences importantes entre les systèmes de production*
- ✓ *L'agriculture familiale est en péril, au Nord comme au Sud, et menace la souveraineté alimentaire*
- ✓ *Des systèmes apparemment indépendants, chacun ancré dans sa problématique et son territoire*

IV- Choix des modes de production et liens avec le Sud

Les systèmes de production et de distribution qui dominent le monde aujourd'hui ne semblent pas en mesure d'apporter des réponses satisfaisantes. C'est pour cela qu'il paraît fondamental de s'interroger sur nos modes de production et de consommation, ici et ailleurs, afin de mieux comprendre et d'identifier les réels problèmes et de fait, penser à de nouvelles solutions plus efficaces. Il est également important de questionner les mécanismes de correction mis en place, tel que les transferts de technologies ou les dons alimentaires et les exportations, et voir si ces solutions proposées ont réellement un impact positif sur la souveraineté alimentaire des populations. Ainsi, nous proposons un retour sur l'analyse de notre propre agriculture, pour mettre en évidence ses liens avec les pays de Sud. Le modèle de production technique exposé dans le schéma n°1 ci-dessous est le plus courant en France, il devient la norme. L'exploitation agricole est insérée entre les industries d'agrofourmiture et celles d'agroalimentaire.

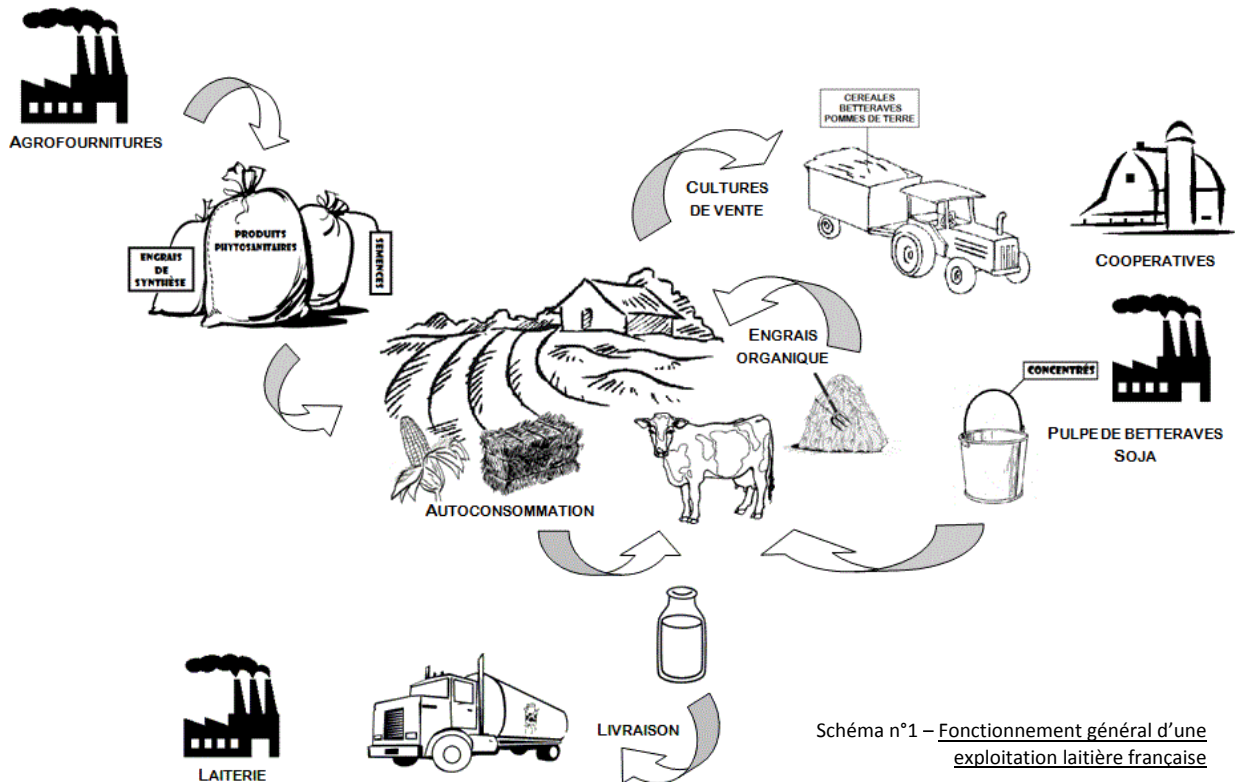


Schéma n°1 – Fonctionnement général d'une exploitation laitière française

RENCONTRE AVEC UN AGRICULTEUR

Fonctionnement technique de la ferme

- Alimentation des vaches laitières : type et provenance ?
- Intrants pour les cultures : type et provenance ?
 - Commercialisation : destination ?

Explication par l'agriculteur de la raison de ses choix et sa marge de manœuvre

L'exemple ici est celui d'un fonctionnement très classique : alimentation herbe, ensilage de maïs produit sur la ferme et achat de concentré protéique, notamment du soja, vente du lait en laiterie, conduite des cultures en agriculture conventionnelle (achat de fertilisants chimiques et de produits phytosanitaires) et vente des produits à la coopérative. Ces choix s'expliquent par la structure de la ferme (installée au centre du village, la ferme a peu de prairies pour augmenter la ration d'herbe) et la volonté de maîtriser le temps de travail (foin stocké en haut de l'étable, alimentation libre-service). L'agricultrice précise qu'elle s'assure d'acheter du soja non-OGM dans la mesure du possible, mais en faisant également le constat qu'il est de plus en plus difficile aujourd'hui de s'approvisionner en soja non-OGM.

Suite à cette présentation, on peut identifier trois postes qui sont en liens directs ou indirects avec d'autres pays lointains, comme le montre le schéma n°2 ci-dessous :

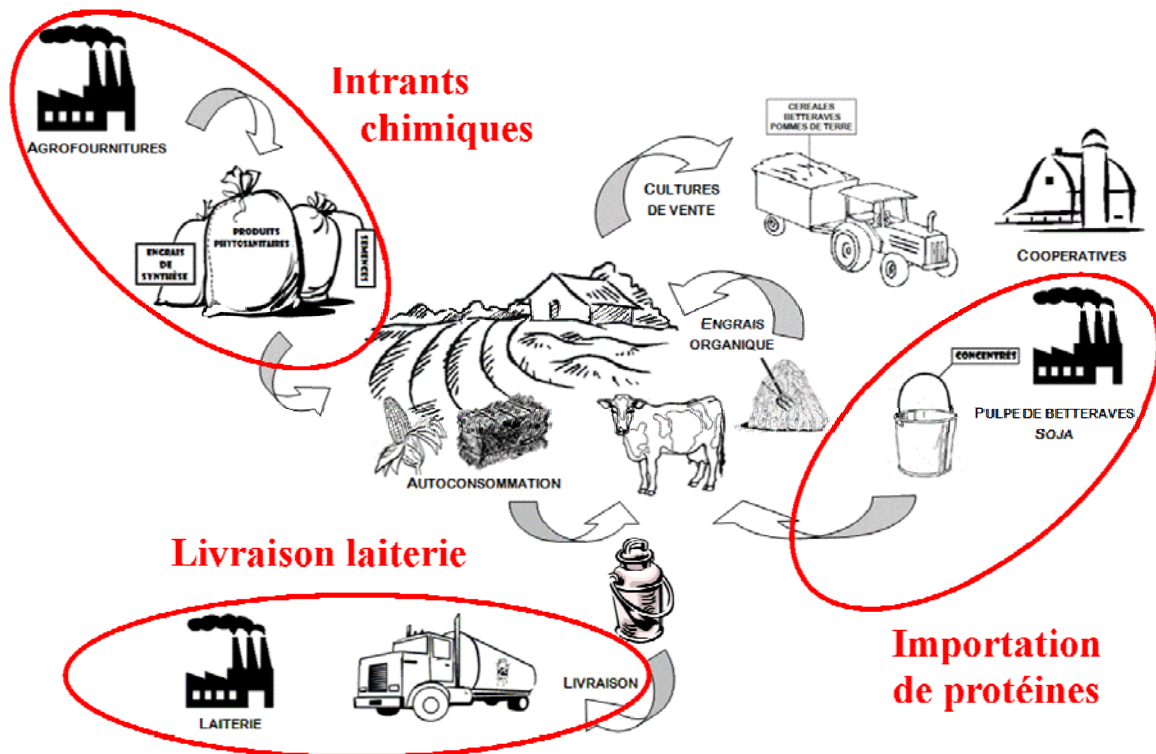


Schéma n°2 – Identification des postes en lien avec les pays du Sud

1/ L'utilisation d'intrants chimiques

La plupart des intrants utilisés dans les systèmes dits classiques ou conventionnels ont des répercussions sur **l'environnement**. Ils induisent des conséquences au niveau local, comme la pollution de l'eau ou des sols, mais également des conséquences plus globales, liées notamment à l'émission de gaz à effet de serre. Sans compter en plus de cela **les coûts énergétiques de production** des intrants, souvent produits par les industries pétrochimiques, ainsi que **les coûts de déplacements**. Les conséquences sont visibles à l'échelle mondiale, et l'on parle aujourd'hui de plus en plus des problèmes liés aux dérèglements climatiques. Si nous commençons à peine à nous sentir concernés et touchés directement, un grand nombre de pays sont déjà touchés de plein fouet par ce phénomène. Ce sont principalement des pays en voie de développement, situés en Afrique Sub-saharienne et en Asie. Or, ce sont principalement les pays les moins responsables du réchauffement climatique qui sont touchés le plus gravement. Il est important de souligner cette situation paradoxale où ceux qui dégradent l'environnement et ceux qui en subissent les conséquences ne sont pas les mêmes (*pour en savoir plus : www.rac-f.org*). Les intrants chimiques sont désormais très largement utilisés dans les pays industrialisés et on tend à une uniformisation des modes de production.

2/ Les produits consommés sur la ferme qui viennent d'ailleurs

Dans l'exemple pris de la production laitière, les vaches sont rarement élevées en système « tout herbe », car elles sont nourries dans l'objectif de produire plus de lait et que les concentrés protéiques sont de bien meilleurs boosters de production. Une des solutions techniques proposées est de donner à manger **du soja aux vaches**. Or d'où vient le soja ? Est-il produit en France ? La plupart du temps, le soja consommé par le bétail européen est importé d'Amérique latine ou d'Amérique du Nord. A ceci plusieurs conséquences : un impact fort au niveau **environnemental**, comme abordé ci-dessus, lié au transport jusqu'aux pays consommateurs.

Le déboisement a aussi un impact environnemental fort : de grandes surfaces de forêt amazonienne ont été et sont encore déboisées aujourd'hui pour y installer des monocultures de soja qui appauvrissent très rapidement les sols. En Argentine, 118 000 hectares ont été défrichés en seulement 4 ans, de 1998 à 2002 (*Source : Journal espagnol « La Fogata »*).

Le soja pose la question du développement **des cultures OGM**, puisqu'il est quasi impossible pour un éleveur laitier aujourd'hui de s'approvisionner en soja certifié sans OGM, à moins d'acheter du soja labellisé « bio ». La culture massive de soja OGM pose déjà la question de la possibilité pour les éleveurs de choisir ce qu'ils veulent donner à manger à leurs animaux, et l'uniformisation vers laquelle on tend. Au niveau des producteurs latino-américains, ces cultures de soja les rendent dépendants des firmes qui les produisent et contrôlent leur utilisation : les agriculteurs ne peuvent pas utiliser les produits de récolte pour semer de nouveau leur champs, et sont de fait dépendants d'un acteur de plus pour produire.

Le paysage agraire du pays producteur de soja est en pleine mutation : les grandes monocultures de soja s'étendent au détriment des forêts, mais pas seulement. Un **bouleversement social et économique** est en route : la culture de soja au Brésil s'est implantée sur des territoires où il existait auparavant des exploitations familiales de petites tailles. Comme il a déjà été souligné précédemment, cette agriculture mobilise beaucoup de main d'œuvre, et permet une production intensive au regard de la surface utilisée (chaque parcelle de terre est utilisée au mieux de ses capacités, peu de terres sont laissées nues mais au contraire en enchaînements de différentes cultures, etc.). Au Brésil, le modèle du soja déplace onze ouvriers agricoles par ouvrier qui trouve un emploi dans ce secteur (*Source : Journal espagnol « La Fogata »*). Ces exploitations qui produisent céréales, maraîchage et élevage laissent la place à des très grandes exploitations (plusieurs milliers d'hectares) qui réalisent de la monoculture de soja.

- ➔ Baisse de la population agricole, et l'augmentation des populations sans emploi dans les villes, le remplacement d'une culture de produits de consommation locale par un produit d'exportation. Par exemple, le Brésil connaît aujourd'hui une explosion du nombre de personnes souffrant de la faim malgré sa forte croissance économique.

Le choix au sein des exploitations laitières d'un système de production basé sur du complément alimentaire, et donc avec du soja, a **des répercussions économiques, sociales et environnementales** fortes dans des pays lointains comme le Brésil. Les orientations prises sur le territoire européen, participent ainsi à la déstructuration du monde agricole, à la disparition des petits paysans, et limitent fortement la souveraineté alimentaire du Brésil, qui dépend aujourd'hui bien plus des cours mondiaux du soja (*pour plus d'information, consultez l'article en annexe VI*).

3/ L'exportation de sous-produits vers les pays du Sud

Le lait produit en France, lorsqu'il est vendu en laiterie, est entre autre transformé en **lait en poudre**, exportable dans le monde entier. C'est ainsi qu'on voit notamment en Afrique de l'Ouest du lait en poudre dans toutes les boutiques des coins des rues comme le montre les **photos n°1 et n°2** exposées ci-dessous, mais que l'on trouve peu de lait produit localement.



Photos n°1 et n°2 – Exemples de publicités pour des produits importés, Marché de Kayes (Mali)

Comme on l'a souligné au début, la première explication qui vient à l'esprit est qu'il n'y a pas assez de lait dans les pays pauvres, pas de moyen de conservation, pas d'infrastructures pour la commercialisation, etc. En creusant un peu plus, on se rend compte que le lait importé était vendu jusqu'à ces dernières années moins cher que le lait produit localement. Comment cela est-il possible, compte tenu du fait que le lait en poudre nécessite une transformation, un acheminement, etc. ?

- ✓ **Des subventions accordées au Nord...** Pour cela, il est important de garder en tête les conditions de production et d'appui à la production décrits en première partie. En synthèse, les politiques d'appui à l'agriculture qui ont permis à l'Europe de se reconstruire à la sortie de la Seconde Guerre Mondiale, et à la France de renforcer son agriculture, ont mis en place, entre autres, des subventions pour favoriser la production. Ces subventions permettent une exportation à plus bas prix puisque le revenu de l'agriculteur ne dépend pas seulement (presque pas d'ailleurs) du prix de vente de sa production.
- ✓ **... et pas au Sud.** A l'inverse, les pays dits en voie de développement n'ont pour la plupart pas de politique d'appui à l'agriculture. Ces états n'ont pas mis en place les outils financiers qui permettraient à leurs agriculteurs de se renforcer et d'augmenter leurs capacités de production.

Sont alors mis en concurrence des agriculteurs subventionnés et des agriculteurs non subventionnés. Est-ce une concurrence loyale ? Face à cette situation, un grand nombre de paysans soit n'arrivent pas à vivre de leur activité, soit se tournent vers d'autres activités. C'est ainsi que les pays en développement dépendent alors de plus en plus des importations pour se nourrir.

Pour résumer et aller plus loin, voilà un schéma récapitulatif (cf. **schéma n°3** ci-après) des enjeux que nous venons d'aborder. Evidemment, il n'est ni exhaustif ni très détaillé, mais a le mérite de situer les zones et les produits d'échange. Les pays étudiés sont le Brésil, la France et le Mali.

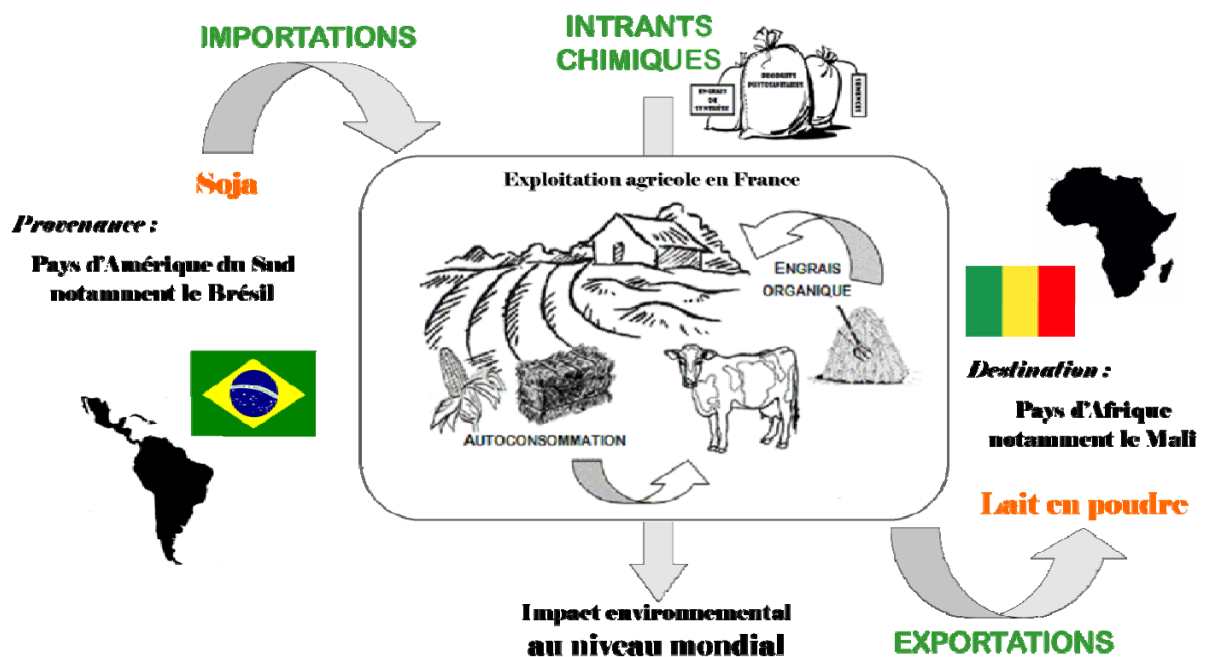


Schéma n°3 – Les interactions entre Agriculture du Nord et Agriculture du Sud

- Résumons -

- ✓ Le mode de production des agriculteurs du Nord : l'utilisation d'intrants, l'importation et l'exportation de produits alimentaires, a un impact économique, social et environnemental direct au Sud
- ✓ L'agriculture est fortement délocalisée : les produits alimentaires parcourent énormément de kilomètres
- ✓ L'envoi de sous-produits à bas coût comme la poudre de lait dans les pays du Sud déstructure gravement les marchés locaux

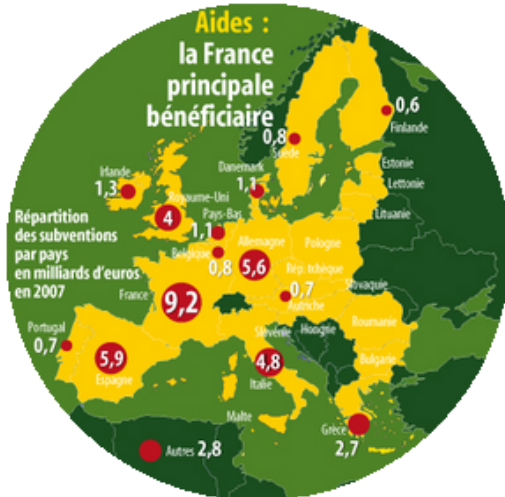
Les subventions ont été rapidement accusées de l'inondation par les produits bon marché venant du Nord des marchés des pays du Sud, mais qu'en est-il exactement ?

V- L'hétérogénéité des politiques agricoles dans le monde

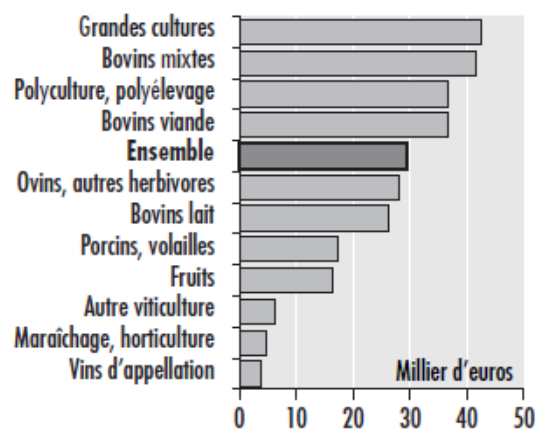
1/ La situation en France

Comme évoqué en première partie, c'est bien grâce à la PAC de l'Union Européenne que les pays membres ont pu atteindre des niveaux de production si élevés. Ce sont ses subventions qui permettent à de nombreux agriculteurs européens de **vivre de leur métier** : elles constituaient 90 % du revenu moyen en 2003 (Source : *Syndicat agricole, février 2005*). Le Réseau d'Information Comptable Agricole - RICA - estime les subventions de l'Europe à la hauteur de 20 % du revenu des maraîchers et horticulteurs contre 130 % en bovins mixtes et grandes cultures. Cette politique s'est révélée cependant **très inégale** car près de la moitié des aides vont à tout juste 20 % des exploitations, alors que 30 000 ne sont pas du tout aidées (Source : *RICA, chiffres 2009*), et **mal ciblée**, en 2009 par exemple, parmi les 20 premiers bénéficiaires français ne figuraient que des industries agro-alimentaires, pas de quoi encourager les petits producteurs. Les aides directes se sont révélées de puissants leviers pour orienter la production, ce qui a d'ailleurs été à l'origine des crises de surproduction de la fin des années 1960. Enfin, les réformes successives de la PAC ont conduit à **une libéralisation accrue** : alignement sur les prix mondiaux, abandon progressif des outils de maîtrise de la production (exemple des quotas laitiers), etc. Une subvention "unique" basée sur des références "historiques" a été instaurée pour pallier cette libéralisation, mais celle-ci ne fait que renforcer les inégalités et la frustration des paysans qui ne sont pas payés de leur travail.

La France est le **1^{er} pays bénéficiaire** de la politique agricole de l'Union Européenne, avec 21,6 % du budget qui lui est attribué, ce qui représente 9,20 milliards d'euros par an, comme le montre le **graphique n°3** ci-après. Cependant, il est clairement mis en avant une inégale répartition des aides entre les exploitations agricoles, selon leur secteur d'activité notamment, comme l'expose le **graphique n°4** ci-dessous :

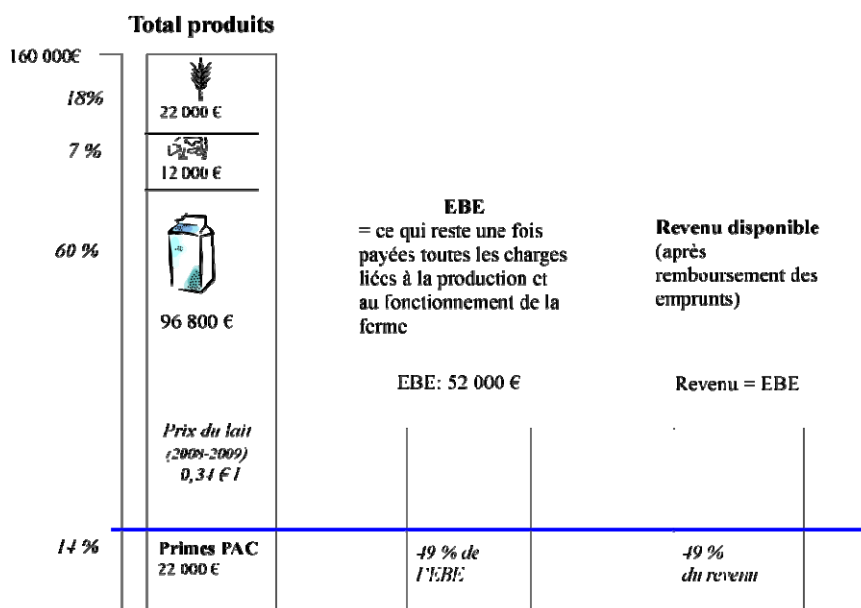


Graphique n°3 – Répartition des aides PAC dans les différents pays membres de l'Union Européenne (Source : Eurostat, 2009)



Graphique n°4 – Subventions d'exploitation par secteur d'activité agricole (Source : RICA 2008 et 2009)

Prenons à l'appui les principaux résultats économiques de la ferme d'Elisabeth et Luc à l'année 2009 (cf. graphique n°5 ci-dessous) :



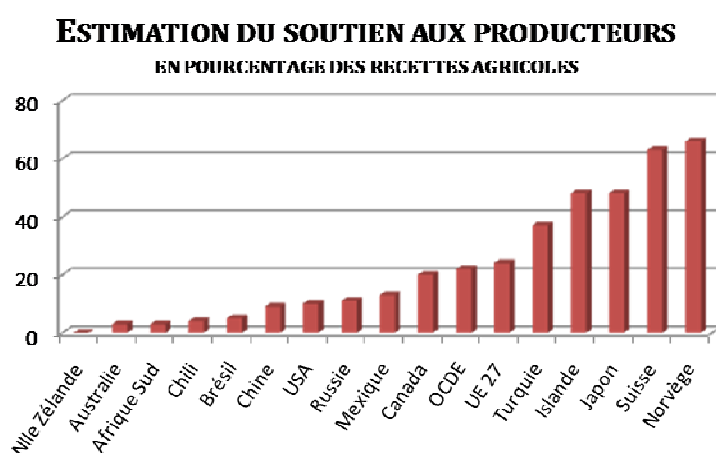
Graphique n°5 – Données économiques de la ferme d'Elisabeth et Luc en 2009

La ferme dépend de la vente du lait pour 60 % de ses produits. On comprend bien alors l'impact des variations du prix du lait sur les résultats économiques, impact qui sera encore plus fortement ressenti pour une ferme à dimension plus grande (c'est exactement ce qui a pu être observé lors de la crise du lait de 2009, qui a plus fortement touché les grandes structures). L'excédent brut d'exploitation (EBE), qui diminue le produit de toutes les charges d'exploitation (achats d'engrais, d'aliments, de produits phytosanitaires, mais également eau, carburant, électricité, entretien du matériel, frais vétérinaires, charges sociales et de personnel, honoraires de comptable) est constitué de moitié des aides directes (à 49 %). Ceci illustre la forte dépendance aux aides des exploitations en polyculture élevage.

L'EBE est ensuite réparti en différentes utilisations : remboursement des emprunts, autofinancement d'investissements (matériel ou bâtiments par exemple) et revenu disponible pour l'agriculteur. Cette répartition dépend de la stratégie financière propre à l'agriculteur, et également bien souvent à son stade par rapport à son installation. Sur cet exemple le revenu disponible est égal à l'EBE : c'est la particularité d'une ferme en fin de carrière, qui n'a plus d'emprunts en cours. Cela ne serait pas le cas pour un jeune qui a quasi systématiquement des emprunts relativement élevés à rembourser annuellement ; le revenu disponible serait alors bien moindre, et on en arrive à des situations où il est exclusivement constitué (voire à 200 % parfois !) des subventions. On voit bien ici pourquoi il est nécessaire de mettre en comparaison les taux de subventions lorsqu'on parle de niveau de compétitivité entre différents pays. Au sein de l'Union Européenne déjà, les pays ne touchent pas autant, mais au niveau mondial, les inégalités d'appui à l'agriculture sont encore plus flagrantes !

2/ De remarquables inégalités d'appui à l'agriculture dans le monde

Le GATT - General Agreement on Tariffs and Trade – en français : l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (puis l'OMC depuis 1995) édicte des règles internationales sur les échanges mondiaux. La politique appliquée est, pour résumer, **une libéralisation complète de tous les échanges**, les pays mettant en place des outils entravant cette libre circulation devant être sanctionnés. Dans la réalité, tous les pays dits développés continuent à protéger fortement leur agriculture comme ils le font depuis des décennies. A titre d'exemple, le **graphique n°6** ci-dessous donne une idée de l'importance des subventions allouées à l'agriculture dans différents endroits du monde en 2010, et plus particulièrement, **la dépendance des agriculteurs aux subventions** pour dégager un revenu convenable. Le **tableau n°3** expose des chiffres moins récents mais donne une idée de la quantité d'aides décernées par habitant et par hectare, en comparaison entre l'Union Européenne, les Etats-Unis, le Japon et le Mexique.



Graphique n°6 – Importance du soutien agricole selon les différents pays du monde
(Source : Statistiques agricoles de l'OCDE, 2010)

	Montant total accordé à l'agriculture (en millions de dollars)	Subventions en \$/habitant	Subventions en \$/hectare
Union Européenne	105 624	281	676
Etats-Unis	95 259	346	117
Japon	59 126	467	9 709
Mexique	7 892	81	60

Tableau n° 3 – Montant total des subventions agricoles en 2001, rapportées à la population et à l'hectare, dans différentes régions du monde
(Source : Statistiques agricoles de l'OCDE, 2010)

A comparer à tous ces milliards d'euros distribués par delà le monde dans le cadre de l'appui au développement agricole, la plupart des pays en voie de développement, qui ne reçoivent aucune aide, aucune subvention, n'ont aucun moyen de fixer des taxes à l'importation, ou de se protéger de marché mondial.

3/ Ce qu'endure le Sud

Malgré les inégalités créées entre agriculteurs et leurs imperfections, les outils mis en place par la PAC semblent intéressants dans le cadre d'une relance de l'agriculture. Mais alors pourquoi les pays du Sud ne subventionnent pas leur agriculture ? Les premiers arguments, véhiculés par les médias et l'opinion publique, sont que ces Etats sont souvent en guerre, en conflit, corrompus, et/ou incapables de gouverner. Or, une nouvelle fois, il est important de se pencher sur les capacités et marges de manœuvre qu'ont ces Etats pour mettre en place une politique décidée par eux-mêmes. Et on se rend rapidement compte que l'organisme qui fixe les règles du libre échange est le même que celui qui prête de l'argent à ces mêmes pays, les raisons nous apparaissent alors bien différentes. **La pression internationale** est forte et ces Etats, dépendants financièrement des institutions internationales, sont privés (par les lois de ces dernières) de leurs outils de régulation. On comprend vite qu'il n'y a alors pas de comparaison possible entre les niveaux de compétitivité au Nord et au Sud. De plus, il n'y a pas de protection aux frontières au niveau de la plupart des pays du sud (pas de taxe d'importation, pas de subvention à l'export). C'est ainsi que les paysans du Sud non seulement ne reçoivent aucune aide, mais subissent les aléas des cours mondiaux ! Lesquels sont le résultat de l'offre et de la demande de produits agricoles échangés sur les marchés mondiaux, qui ne représentent au final qu'une très faible part de la production mondiale (il s'agit essentiellement de surplus de stocks).



Image n°4 – La mise en concurrence déloyale orchestrée par l'OMC

Le marché unique met en compétition (cf. [image n°4](#) ci-contre) :

- D'un côté **les produits agricoles bradés des pays riches**, dont le prix est revu à la baisse par un mécanisme de subventionnement maquillé, qui les rend illusoirement compétitif
- De l'autre, **les matières premières chères à produire des pays du Sud** (étant donné la faible productivité) qui s'adaptent tant bien que mal aux aléas des cours mondiaux, sans faire l'objet d'aucune aide

LE CAS DU LAIT

Le lait en Europe est produit en quantité largement excédentaire par rapport à la consommation. L'exportation est alors une opportunité pour cette filière. Mais qui achète ce lait ? Le lait européen n'est pas des plus compétitifs sur le marché international si on le compare au lait néo zélandais par exemple ; mais grâce aux subventions européennes, ceci est rétabli. Malgré les coûts de production, de transformation du lait en poudre par les industries agro alimentaires et de transport, le lait arrive sur les étals des pays du Sud bien moins cher que le lait produit localement par ces pays ! Une fois de plus, c'est la magie de la Politique Agricole Commune qui a opéré, voyez en [image n°5](#) ci-contre l'injustice de ce système. Le lait est payé au producteur européen 0,32 € le litre : soit 280 € pour 1 000 litres de lait, auxquels s'ajoutent 35,5 € d'Aide Directe Laitière.



Image n°5 – Quel revenu en agriculture ?
Vache européenne versus population des pays du Sud

* AU MALI

Le lait venu d'Europe (cf. [photo n°3](#) ci-après) est vendu 0,36 €/L (soit 240 F_{CFA}) sous forme de lait en poudre sur le marché de Bamako, grâce aux aides européennes, estimées à 0,7 €/L. En concurrence directe sur le marché, le lait local (cf. [photo n°4](#) ci-après) est vendu à 0,5 €/L (soit 350 F_{CFA}). Le lait européen est une véritable aubaine pour les familles maliennes, qui économisent près de 30 000 F_{CFA}/an. Les paysans maliens ne peuvent pas faire face à cette concurrence, leurs produits ne se vendent pas sur le marché (car trop chers), ils ferment boutique et abandonnent l'élevage. Malgré une production excédentaire en lait (le Mali produit 600 000 tonnes par an alors que 560 000 seraient suffisantes pour recouvrir les besoins de la population), 50 à 80 % du lait consommé est importé, ce chiffre atteint 90 % à Bamako. Le Mali dépense alors chaque année près de 12 millions d'euros en importation de lait en poudre européen, mais ne porte aucun soutien au maintien de son agriculture. Attribuer cette somme pharaonique sous forme de subventions aux producteurs ou tout simplement mettre des taxes à l'importation sont de très bons conseils, mais ces pratiques sont condamnées par l'OMC et ces pays ne font pas le poids face à cette organisation. Ils sont donc contraints de laisser leurs marchés se faire noyés par nos sous-produits à bas prix, eux-mêmes non conformes aux règles de l'OMC...



Photo n°3 – Sachet de 500 g de lait en poudre VivaLait, marque européenne très prisée à Kayes (Mali)



Photo n°4 – Lait frais produit par les fermes maliennes alentours, boutique de Sekou Sissoko à Kayes (Mali)

* AU SENEGAL

Comme dans de nombreux pays en développement, les filières agro alimentaires sénégalaises ne valorisent pas la production laitière locale et l'Etat ne soutient pas le développement de l'agriculture. Ainsi, le pays importe les 2/3 de sa consommation en lait. L'envolée du prix du lait sur le marché mondial en 2007 a fait augmenter le prix du lait en poudre de 30 à 50 % en quelques mois, prix duquel la population est largement tributaire puisqu'elle consomme essentiellement ce lait, disponible sur le marché international. Lorsqu'on sait que le coût du soutien à la filière lait en Europe c'est 2,50 milliards d'€/an, payés par le contribuable, et que la moitié est destinée aux aides à l'exportation, on se demande une fois de plus pourquoi les pays du Sud n'allouent pas ce que leur coûte les importations dans la protection de leurs barrières douanière (cf. [image n°6](#) ci-dessous).



Image n°6 – Un outil simple et efficace pour se protéger des produits bradés : la taxe à l'importation

On peut citer le cas du Malawi, qui a mis en place un programme d'appui au développement des cultures vivrières, et qui a vu rapidement sa production de maïs dépasser les besoins du pays.

Le Cameroun a, sous la pression de la société civile, mis en place des protections douanières sur l'importation de poulets congelés. Moins d'un an après la mise en place de cette protection, les filières locales de production de poulet s'étaient restructurées et assuraient l'approvisionnement local.

Il pourrait être mis en place **une taxe aux frontières** sur le lait importé, ou sur d'autres produits importés, créant une concurrence directe sur des filières porteuses dans le pays. De plus, les fonds collectés grâce à cette taxe donneraient aux Etats les moyens de mettre en place des politiques de soutien aux filières agricoles. Mais les quelques pays qui prennent ce genre d'initiative risquent d'être condamnés par les institutions internationales, qui veillent au respect des règles dictées par l'OMC (notamment l'ouverture des frontières et la libre circulation des marchandises). Et certains pays ne peuvent pas se permettre cette condamnation puisqu'ils sont la plupart du temps dépendants économiquement des prêts accordés (sous condition de l'ouverture des frontières au marché international) par ces mêmes institutions, ainsi que par la mise en place de programme d'appui au développement.

On peut ainsi saisir toute la **dimension politique** du problème de la faim dans le monde. En se référant au constat de départ et aux hypothèses de départ, il semblerait donc bien que la faim dans le monde soit finalement **peu liée aux problèmes techniques et agronomiques**. Ce qu'on avait considéré comme déterminant ne l'est finalement pas, face aux enjeux politiques qui se jouent dans les relations entre pays. Force est de constater que ce sont plus les politiques mises en place par les pays riches qui bloquent jusqu'à présent la mise en place d'outils et de politiques locales dans les pays du Sud, qui permettraient un développement rapide de l'agriculture pour une alimentation des populations locales. Mais cette situation n'est pas pour déplaire les pays du Nord qui profitent de cette aubaine de voir se maintenir ce débouché pour leur filière lait, de pouvoir exporter leur surplus de production à moindre coût, sans se soucier que l'**image n°7** ci-dessous n'est pas une exagération de la réalité.



Image n°7 – Le lait compétitif des vaches européennes inonde les marchés africains, décourage les producteurs locaux et menace la souveraineté alimentaire des pays

- Résumons -

- ✓ *La part des aides PAC dans le revenu agricole est énorme mais la répartition entre secteurs d'activité est très inégale*
- ✓ *Les subventions à l'exportation décernées aux produits du Nord déstabilisent et déstructurent les marchés locaux au Sud, et nuisent ainsi à l'agriculture locale et remettent en cause la souveraineté alimentaire !*
- ✓ *Les marchés du Sud sont vulnérables et sans défense puisque les règles fixées par les institutions internationales leur interdisent de mettre en place des politiques de protection ou d'appui à l'agriculture*
- ✓ *Les exemples de pays du Sud qui ont pris ces mesures de protection ou de subventions (en transgressant les règles du libre échange) montrent que par la suite, la production agricole augmente et se développe rapidement*

Pour aller plus loin, consultez les " 9 fiches pour comprendre les enjeux du développement de la filière lait en Afrique", CFSI, octobre 2006 sur : www.cfsi.asso.fr/upload/9_fiches_pour_comprendre_1.pdf.

V- Les alternatives à envisager

Lorsque l'on parle d'alternative, c'est sur la notion d'autonomie que l'accent est porté en particulier. Que signifie autonomie ? A quels niveaux peut-on être autonome ? Pourquoi cette notion est-elle importante ? Quel est le niveau d'autonomie à atteindre ? Quelles seraient les alternatives qui pourraient permettre aux agriculteurs de gagner en autonomie ? Quelle est, en tant que citoyen et consommateur, notre marge de manœuvre à tous ?

1/ Dans le monde agricole

Les principaux exemples d'alternatives qui nous viennent à l'esprit pour gagner en autonomie en agriculture sont : Nourrir ses vaches à l'herbe pour acheter moins d'aliments, ou utiliser moins de produits chimiques pour cultiver le maïs, ou encore transformer, vendre son lait directement, etc. Le schéma n°4 ci-dessous montre un exemple d'alternative dans le fonctionnement d'une ferme laitière dans Nord-Pas-de-Calais.

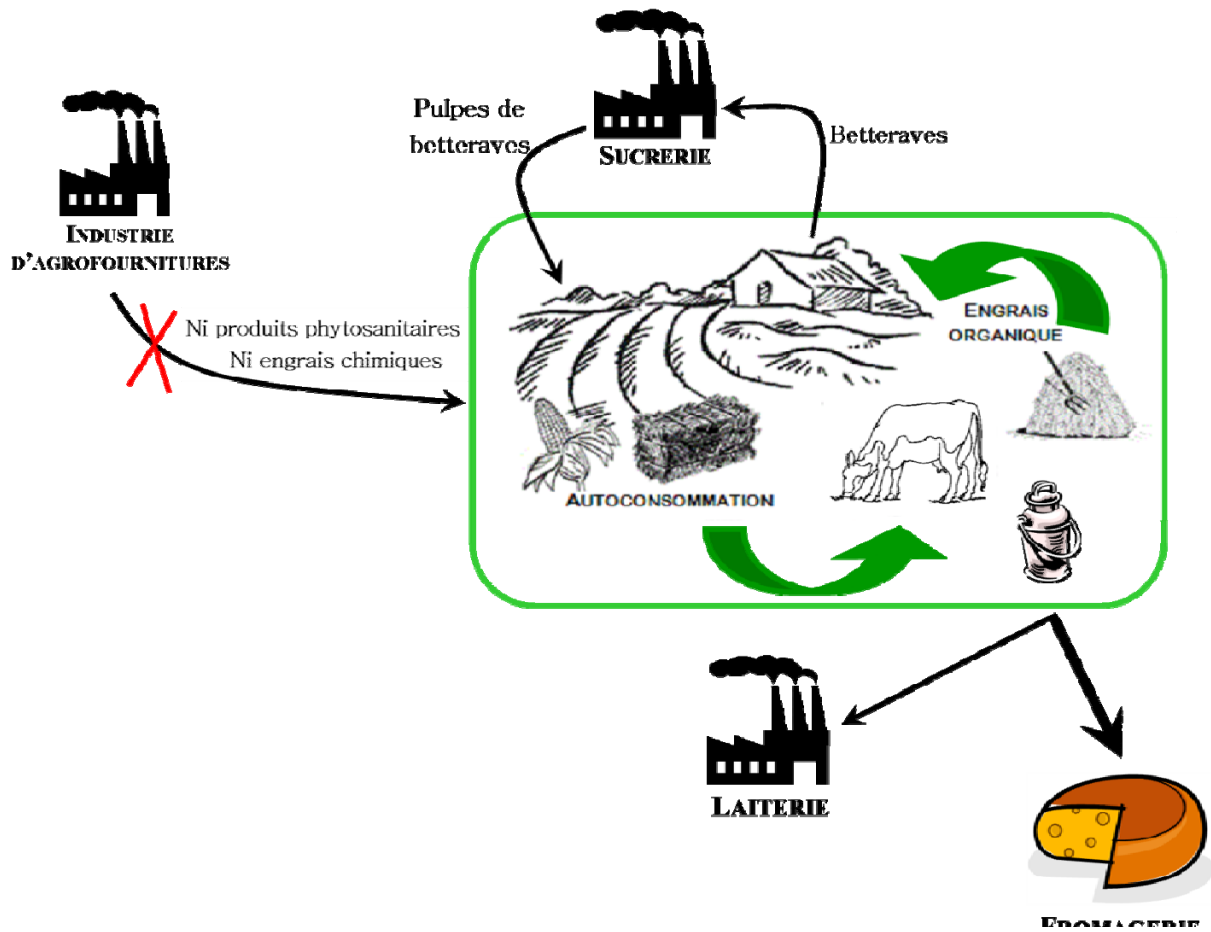
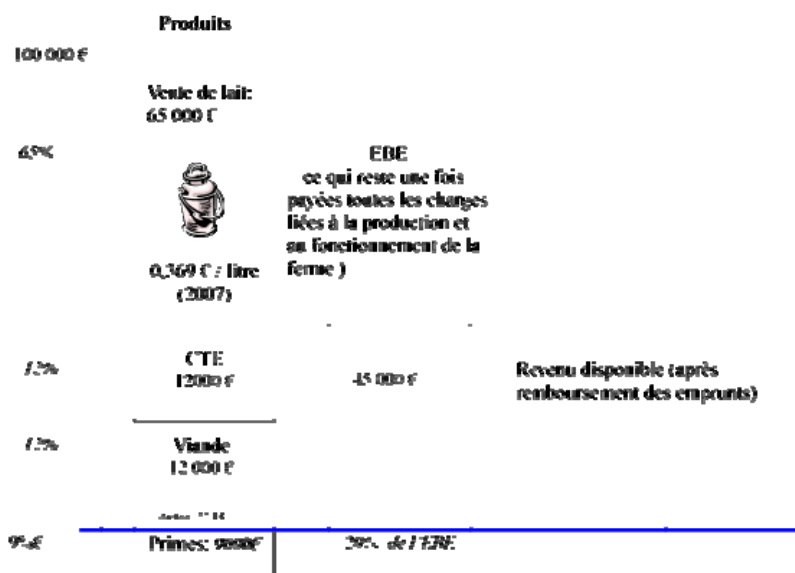


Schéma n°4 – Exemple de fonctionnement alternatif d'une exploitation laitière française

La ferme de François, dans l'Avesnois, est une ferme « tout herbe » en agriculture biologique. L'achat en intrants se limite à l'achat de tourteaux bio : le paysan gagne en autonomie vis-à-vis de l'amont, il gagne en autonomie technique et alimentaire de ses vaches, il limite son impact sur l'environnement local et global, mais également son impact social sur les paysans du Sud, comme il a été expliqué précédemment. De plus, en vendant une partie de son lait à une fromagerie locale il favorise la relocalisation de la production.



Graphique n°7 : Principaux résultats économiques de la ferme de François en 2009

Au niveau de la rémunération du travail agricole, ce système de fonctionnement est bien plus valorisant étant donné que la part des aides PAC dans le revenu de l'exploitant est moindre ; il vit donc plus de l'argent qu'il gagne grâce à son travail que du bon vouloir de la générosité de l'Europe. Le graphique n°7 ci-dessous représente les résultats économiques de la ferme laitière alternative de François dont le fonctionnement a été précédemment expliqué. On voit ici que les choix techniques et notamment ceux visant à une plus

forte autonomie se reflètent également dans les résultats économiques : les charges sont limitées (55% du produit, contre 67% dans le cas précédent) et les primes PAC ne contribuent qu'à 20% de l'EBE. L'autonomie financière est par contre bien moindre. En effet, François s'est installé récemment et a dû emprunter pour pouvoir reprendre la ferme familiale.

Dans les alternatives envisageables par le monde agricole, nous avons déjà abordés les points à améliorer :

- Eradiquer les intrants chimiques en optant pour une agriculture biologique
- Cesser les importations de protéines et préférer nourrir ses vaches à l'herbe
- Diminuer le volume de lait livré en laiterie pour favoriser les circuits courts en lait et/ou la transformation fromagère locale

→ Dans le but de **relocaliser la production, au Nord comme au Sud**, de limiter notre impact sur l'environnement local et global, ainsi que sur le contexte social des pays du Sud.

Pour aller plus loin dans cette réflexion, pratiquer une agriculture dite paysanne semble être une des pratiques des plus complètes dans son rapport à la Terre, aux Hommes, ici et ailleurs. De quoi s'agit-il exactement ? **L'agriculture paysanne** porte en elle 3 dimensions, aussi fondamentales les unes que les autres, que sont la dimension sociale, l'efficacité économique et le respect des consommateurs et de la nature. Sa logique s'articule autour de 6 thèmes, détaillés sur l'image n°8 ci-dessous :

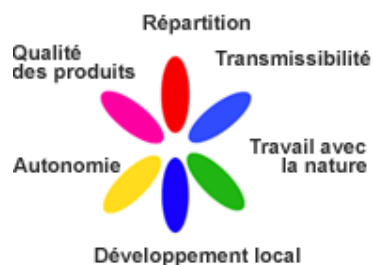


Image n°8 – Les 6 thèmes de l'Agriculture Paysanne (Source : www.fadear.org)

L'autonomie est un des thèmes les plus importants de l'agriculture paysanne : c'est à la fois la capacité d'être maître de ses choix et la possibilité d'exercer cette capacité. Elle ne signifie pas l'autarcie mais la complémentarité entre différents acteurs locaux : il s'agit de valoriser au maximum les ressources humaines, techniques, territoriales et financières présentes localement. A l'échelle d'une ferme, un système autonome vise à **réduire la dépendance** par rapport aux achats et aux débouchés, mais également aux prix et aux subventions, et aux services annexes (conseil technique, banques, centres de gestion, etc.). Il permet de maîtriser au mieux les achats et les prix, et au final, le revenu. Il s'agit non de travailler indépendamment des autres, mais de trouver le juste équilibre qui permet de faire ses choix librement et en connaissance de cause. Les 10 principes de l'Agriculture Paysanne sont consultables sur le site web du CEDAPAS (www.cedapas-npd.org), et pour aller plus loin et connaître les détails de la Charte de l'Agriculture Paysanne, n'hésitez pas à contacter la FADEAR, Fédération Associative pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural, ou à consulter leur site internet : www.fadear.org.

2/ En tant que citoyen français du monde

Chacun peut réfléchir à son niveau et situer les points prioritaires, les points où le changement est le plus accessible. Chacun peut également noter sur un papier ses idées d'action. Celles-ci peuvent être classées, soit par maillon de la chaîne alimentaire (production, transformation, consommation), soit par échelle d'action (individuelle, collective, politique, associative), soit par type d'action (acte d'achat, information, sensibilisation, engagement ou encore vote), etc. Vous trouverez en **annexe VII** les règles du « Jeu du panier », une séquence d'animation pour informer des impacts possibles de nos habitudes d'achats alimentaires, et sensibiliser à des formes de consommations alternatives.

En quelques points, les pistes du « que fait-on » que l'on a listé de notre côté :



➤ S'informer, dans un premier temps, car comprendre, c'est déjà se donner les moyens d'agir ! C'est ce pour quoi la campagne AlimenTERRE se bat, c'est ce que ce livret vous a (nous l'espérons !) apporté

➤ Manger autrement, si vous êtes convaincu(e)s. Prenons notre consommation de viande par exemple. Sans aller à l'extrême du végétarisme, il est possible de diminuer sa consommation de viande, et sans mettre de côté sa santé bien au contraire. Partons du principe simple que manger moins de viande, c'est consommer moins de céréales. En effet, pour produire 1 kg de viande, il faut entre 7 et 10 kg de céréales : le troupeau européen mange autant que la population de l'Inde et celle de la Chine réunies ! Manger moins de viande serait alors une des solutions pour que la répartition des ressources s'équilibre. Manger de la viande élevée à l'herbe en est une autre, pour laissant les céréales aux Hommes plutôt qu'au bétail. Pour une petite bande dessinée explicative à ce sujet, consultez l'**annexe VIII**.

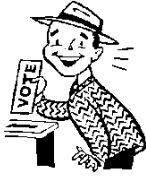
➤ Acheter différent et faire de son acte d'achat un véritable acte politique. Aujourd'hui, la majorité des consommateurs ne se soucient pas de l'origine des produits qu'ils achètent (cf. **image n°9** ci-contre), ni de leurs conditions de production. Acheter des tomates, ou des haricots verts en hiver, ce n'est pas marqué sur l'étiquette mais c'est également participer, maintenir et encourager le développement d'une agriculture d'exportation dans des pays comme le Maroc ou le Kenya.



Image n°6 – Se soucier de la provenance des produits que l'on achète

Il s'agit donc inévitablement de puiser dans leurs ressources naturelles, car ce sont des cultures très demandeuses en eau, qui ne coule pas vraiment à flot dans cette région du monde. Manger des produits de saison est déjà un geste à caractère militantisme, et c'est également très économique. En France, il existe les AMAP (Association de Maintien à l'Agriculture Paysanne), dont le principe est de créer un lien direct entre paysans et consommateurs, qui s'engagent à acheter la production de celui-ci à un prix équitable et en payant par avance. Généralement, l'échange se fait sous la forme de paniers (de fruits, légumes, produits laitiers, viandes, etc.) hebdomadaires. Pour trouver une AMAP à proximité de chez vous, rendez-vous sur : www.reseau-amap.org/recherche-amap.php.

➤ Produire alternativement, comme nous l'avons évoqué précédemment, ceci s'adresse aux agriculteurs, dont les choix peuvent participer fortement au rééquilibrage Nord/Sud. Mais, l'adhésion à une AMAP, l'achat de produits labellisés : issus de l'Agriculture Biologique, à Appellation d'Origine contrôlée ou encore d'Indication Géographique Protégée ; sont autant de gestes que nous pouvons faire pour soutenir le maintien d'une production locale, et à plus grande échelle, au maintien de NOTRE agriculture, NOTRE souveraineté alimentaire, c'est en parallèle assurer aussi la LEUR.



➤ Voter, car les politiques sont le reflet de nos choix lors des élections. Il est du devoir de citoyen français, européen, occidental et du monde, de chacun d'entre nous, de bien lire et comprendre ce que défendent les politiques pour lesquelles nous votons.

- S'engager dans une association. Riche et divers, le milieu associatif permet au citoyen d'avoir un autre moyen de s'exprimer que celui des urnes. Si vous doutez de l'efficacité de votre vote, l'association est LA solution. Elles sont de réels interlocuteurs des politiques, locaux ou nationaux, et peuvent avoir un poids non négligeable sur l'échiquier politique.

Il s'agit en d'autres termes, de participer/d'aider à la relocalisation de l'agriculture au Nord, pour permettre/forcer la relocalisation au Sud (cf. [image n°10](#) ci-dessous).



Image n°10 – Relocalisation de la production, au Nord comme au Sud

- Résumons -

- ✓ L'autonomie : intérêt pour l'agriculture, l'environnement et la souveraineté alimentaire, au Nord comme au Sud
- ✓ Alternative : Relocaliser au Nord comme au Sud
- ✓ Revendiquons le droit à la souveraineté alimentaire en tant que Droit de l'Homme

CONCLUSION

A travers les différents exemples des fermes laitières françaises, nous avons pu aborder de nombreux liens existants entre cette ferme, et potentiellement toutes celles du Nord-Pas-de-Calais, et l'agriculture des pays du Sud. Le schéma n°5 ci-dessous permet de reprendre tous les liens (ou presque) entre l'agriculture au Nord et au Sud :

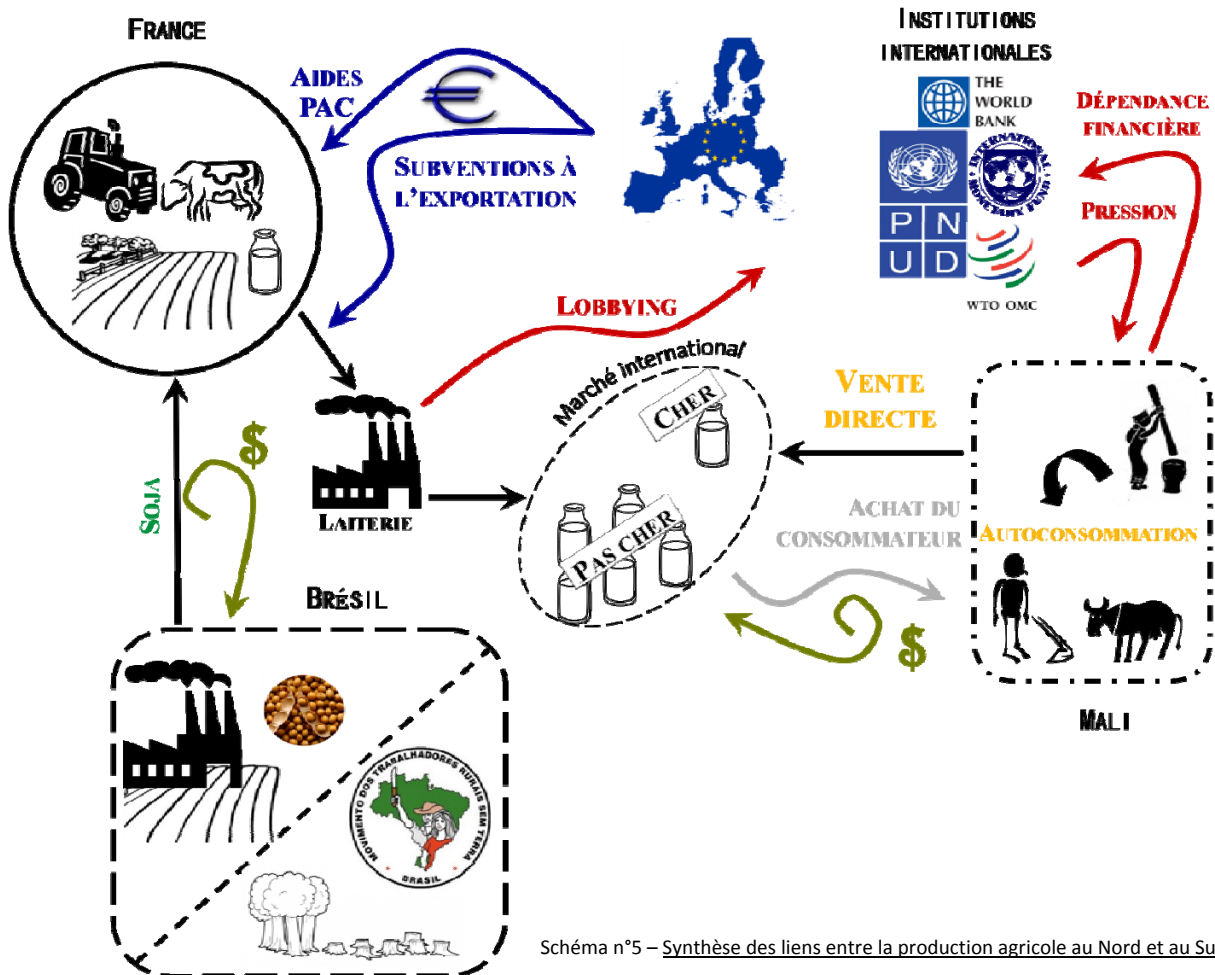


Schéma n°5 – Synthèse des liens entre la production agricole au Nord et au Sud

Les liens commerciaux :

- Le soja importé du Brésil pour alimenter le bétail français
- Le lait en poudre européen exporté en Afrique de l'Ouest

Les liens financiers :

- Les subventions de la PAC décernées aux agriculteurs français
- Les aides à l'exportation, pour les agriculteurs français encore une fois
- Le bénéfice de la vente des énormes volumes de soja pour les multinationales (brésiliennes ou non)
- La sortie d'argent subit par les pays d'Afrique de l'Ouest pour financer les importations de lait

Les liens politiques et institutionnels :

- Les règles imposées par l'OMC
- Le lobbying des multinationales agroindustrielles
- La dépendance financière des pays d'Afrique de l'Ouest vis-à-vis des institutions internationales

Tout ceci peut bien sur être affiné et d'autres liens peuvent y être représentés, comme par exemple l'influence des pratiques agricoles au Nord (engrais et produits phytosanitaires) sur les conditions climatiques au Sud

(dérèglement climatique). Que chacun se pose la question : « **que peut-on faire pour changer la situation ?** » est déjà une grande étape vers la souveraineté alimentaire pour tous.

- Résumons -

- ✓ *La planète peut potentiellement nourrir la population mondiale*
- ✓ *L'agriculture familiale est en péril dans le monde entier, et ceci menace la souveraineté alimentaire*
- ✓ *Les agricultures du Nord et du Sud sont liées*
- ✓ *La mise en concurrence inéquitable des paysans du monde sur un marché international unique aggrave la situation*
- ✓ *Comprendre les mécanismes politiques et économiques permet d'expliquer les problèmes de la faim dans le monde : la faim n'est pas principalement liée aux conditions climatiques, elle n'est pas une fatalité "naturelle"*
- ✓ *Comment accepter la mise en concurrence de ces 3 pays !*



Productivité : Forte
Coûts de production : Elevés
Fondier et Main d'œuvre
Normes sanitaires et
environnementales
très contraignantes
Prix de vente : Faible
Compétitivité : Moyenne
Revenu des agriculteurs :
Prix de vente + Aides PAC



Productivité : Très forte
Pas de contraintes
environnementales
Coûts de production : Très faibles
Main d'œuvre bon marché
Economie d'échelle
Prix de vente : Très faible
Volumes énormes
Compétitivité : Forte
Revenu des agriculteurs :
Essentiellement le prix de vente



Productivité : Très faible
Agriculture manuelle
Coûts de production : Très élevés
Environnement difficile
Prix de vente : Elevé
Compétitivité : Nulle
Revenu des agriculteurs =
Prix de vente

TABLE DES ANNEXES

Annexe I – Quizz de la faim dans le monde

Annexe II – Les règles du jeu « Un pas en avant »

Annexe III – Les règles du jeu de la chaise

Annexe IV – Fiche thématique de l'OMC

Annexe V – Fiche thématique de la PAC

Annexe VI – Article sur le soja transgénique

Annexe VII – Règles du jeu du panier

Annexe VIII- Bande dessinée sur la consommation de viande